



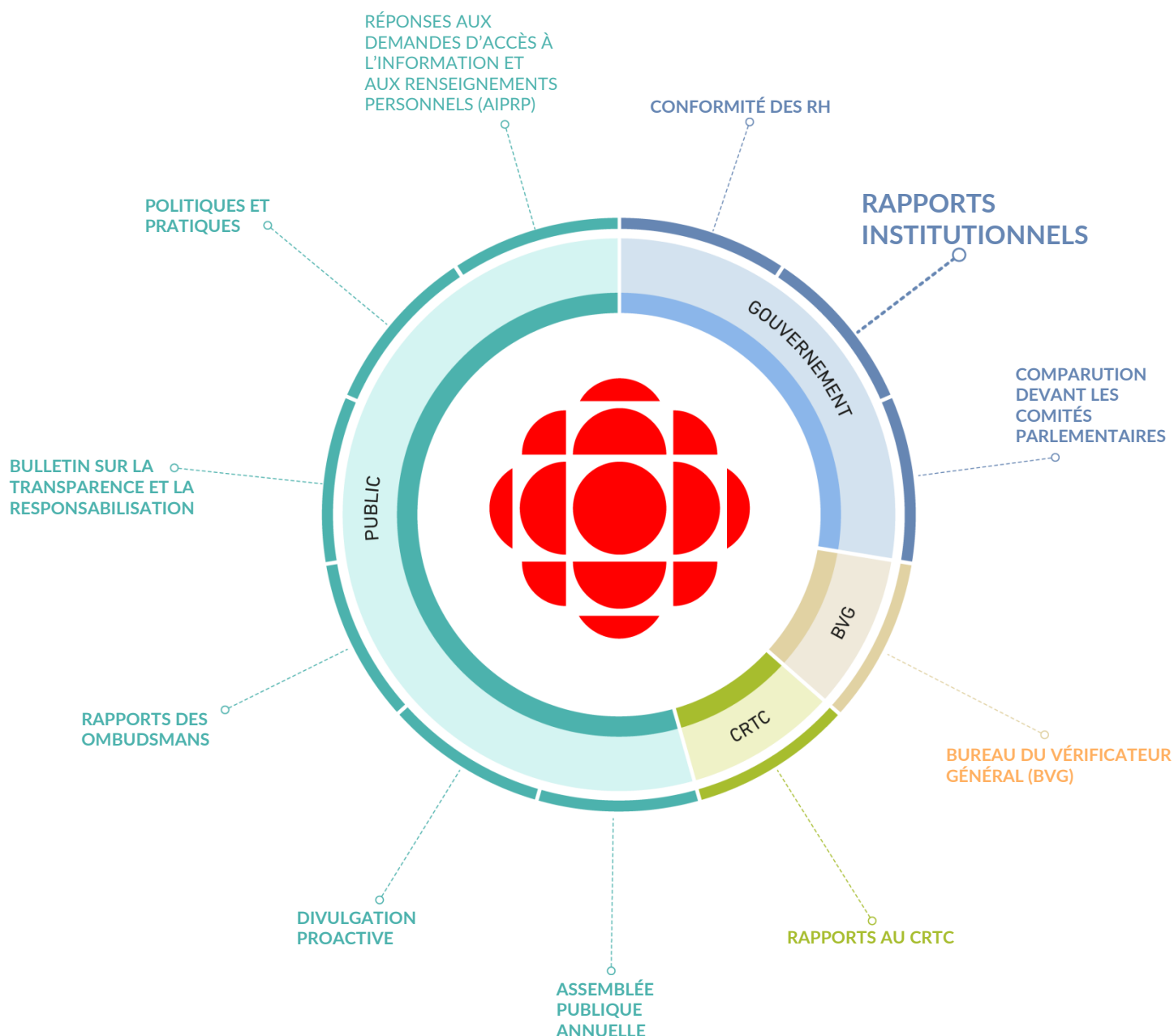
T2

**RAPPORT FINANCIER
DU DEUXIEME TRIMESTRE
2016-2017**

CBC  Radio-Canada

ENGAGEMENT DE CBC/RADIO-CANADA ENVERS LA TRANSPARENCE ET LA RESPONSABILISATION

En tant que radiodiffuseur public national, nous accordons beaucoup d'importance à notre obligation de transparence et de responsabilisation envers les Canadiens. Pour nous acquitter de nos responsabilités à cet égard, nous publions sur notre [site web institutionnel](#) de l'information sur nos activités et sur la gestion des ressources publiques qui nous sont confiées.



RAPPORT DE GESTION

Outre un rapport annuel, nous sommes tenus – comme la plupart des sociétés d'État canadiennes sous régime fédéral – de déposer des rapports financiers trimestriels pour les trois premiers trimestres de chaque exercice. Le rapport de gestion qui suit vise à donner au lecteur un aperçu des activités et du rendement de la Société pour le deuxième trimestre de 2016-2017 et doit être lu en parallèle avec le rapport annuel le plus récent.

Conformément à notre engagement à faire preuve de transparence et à assurer une surveillance efficace des fonds publics qui nous sont alloués, nous avons le plaisir de présenter notre rapport trimestriel pour le deuxième trimestre, terminé le 30 septembre 2016. L'information contenue dans le rapport de gestion est présentée comme suit :

FAITS SAILLANTS FINANCIERS	4
FAITS SAILLANTS DES ACTIVITÉS	5
LE POINT SUR LE RENDEMENT	7
ANALYSE DES RÉSULTATS	12
RESSOURCES EN CAPITAL, SITUATION FINANCIÈRE ET LIQUIDITÉS	17
LE POINT SUR LES RISQUES	19
PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	20
DÉCLARATION DE LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION PAR LES CADRES SUPÉRIEURS	21

Voici quelques renseignements utiles pour faciliter la compréhension du rapport de gestion :

Rapports trimestriels – Les états financiers consolidés résumés intermédiaires n'ont pas fait l'objet d'un examen par notre auditeur.

Saisonnalité – La majeure partie de nos revenus autogénérés est constituée de revenus publicitaires. Ceux-ci suivent un cycle saisonnier dicté par notre grille de programmation et varient aussi en fonction des conditions du marché, de l'économie en général et du rendement de la grille. Les revenus d'abonnement sont relativement plus stables d'un trimestre à l'autre. Les dépenses d'exploitation tendent également à suivre un cycle saisonnier, fluctuant aussi au gré des variations de la grille de programmation. Les crédits parlementaires sont constatés en résultat en fonction du budget annuel, qui reflète les influences saisonnières sur les dépenses et les revenus autogénérés.

Note relative aux déclarations prospectives – Ce rapport renferme des déclarations prospectives sur la stratégie, les objectifs et les résultats d'exploitation et financiers escomptés. Les verbes « croire », « s'attendre », « prévoir », « anticiper », « projeter », « planifier », « estimer », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des énoncés prospectifs. Les déclarations prospectives sont basées sur les hypothèses générales suivantes : le financement public de CBC/Radio-Canada demeure conforme aux annonces faites dans le budget fédéral et le contexte de la réglementation de la radiodiffusion ne changera pas fondamentalement. Les principaux facteurs de risque et d'incertitude sont décrits à la section *Le point sur les risques* du présent rapport. Toutefois, certains risques et certaines incertitudes échappent à notre volonté et restent difficiles à prévoir. Ceux-ci comprennent, sans s'y limiter, des facteurs liés à la conjoncture économique et financière, au marché publicitaire ainsi que d'autres facteurs d'ordre technologique et réglementaire. En raison de l'influence de ces facteurs ou d'autres facteurs, les résultats réels peuvent différer considérablement des prévisions contenues, de manière explicite ou implicite, dans les déclarations prospectives.

Mesure non conforme aux IFRS – Le présent rapport comprend la mesure « résultat d'exploitation sur une base courante », qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les normes internationales d'information financière (IFRS). Il est donc peu probable qu'on puisse la comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres entreprises. Plus de détails sont fournis à la section *Analyse des résultats*.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS



2016-2017 : 176,8 M\$
2015-2016 : 142,4 M\$

HAUSSE TOTALE
▲ 34,4 M\$ (24,2 %)

Ce trimestre, nos revenus ont augmenté de 24,2 %, en raison principalement de la diffusion des Jeux Olympiques de Rio 2016. Avec les Olympiques, les événements ont généré 33,2 millions de dollars de revenus de plus qu'au deuxième trimestre l'an dernier. Nous avons alors généré des revenus de nos services de diffuseur hôte et de la diffusion de publicité lors de la couverture des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto.

Cette hausse de revenus tirés des événements a été en partie compensée par la baisse de nos revenus courants attribuable à la faiblesse continue du marché de la publicité télévisée, particulièrement à la télévision traditionnelle.



2016-2017 : 430,3 M\$
2015-2016 : 374,0 M\$

HAUSSE TOTALE
▲ 56,3 M\$ (15,1 %)

L'augmentation de 15,1 % des dépenses est attribuable aux facteurs suivants :

- Coûts additionnels pour les droits et la diffusion des Jeux Olympiques de Rio 2016, comparativement aux coûts engagés l'an dernier pour nos services de diffuseur hôte des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto; et
- Réinvestissement continu dans le contenu de plusieurs plateformes pour le lancement de la programmation d'automne et la réalisation de nos priorités stratégiques.

Ces augmentations ont été compensées en partie par la baisse des dépenses résultant de la poursuite de nos initiatives de réduction de coûts.



2016-2017 : 256,1 M\$
2015-2016 : 242,8 M\$

HAUSSE TOTALE
▲ 13,3 M\$ (5,5 %)

Le financement public a augmenté de 5,5 % au cours du deuxième trimestre de cette année en raison de prélèvements plus importants par rapport à la même période l'an dernier.

Conformément à l'annonce faite par le gouvernement en mars 2016, le total des crédits parlementaires de l'exercice 2016-2017 augmentera de 75,0 millions de dollars.

Le résultat d'exploitation sur une base courante affiche un gain moins important pour le trimestre, soit 2,0 millions de dollars, comparativement à un gain de 18,3 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette baisse tient principalement à l'évolution des revenus et des dépenses, et au moment auquel les prélèvements du financement public ont été effectués, comme cela est résumé ci-dessus.

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 30 septembre			Pour les six mois terminés le 30 septembre		
	2016	2015	Écart en %	2016	2015	Écart en %
Revenus	176 825	142 357	24,2	291 431	260 878	11,7
Dépenses	(430 286)	(373 958)	(15,1)	(784 557)	(738 766)	(6,2)
Résultat avant financement public et éléments hors exploitation	(253 461)	(231 601)	(9,4)	(493 126)	(477 888)	(3,2)
Financement public	256 063	242 790	5,5	479 189	411 953	16,3
Résultat avant éléments hors exploitation	2 602	11 189	(76,7)	(13 937)	(65 935)	78,9
Résultat net de la période en IFRS	1 883	12 294	(84,7)	(16 058)	(63 760)	74,8
Résultat d'exploitation sur une base courante ⁽¹⁾	2 018	18 259	(88,9)	(5 471)	(34 392)	84,1

⁽¹⁾ Le résultat d'exploitation sur une base courante n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Ce résultat ne comprend pas les éléments qui ne nécessitent pas d'apport en fonds d'exploitation ou qui ne contribuent pas aux fonds d'exploitation. Un rapprochement du résultat net avec le résultat d'exploitation sur une base courante est présenté à la section *Analyse des résultats* de ce rapport.

Le résultat net en IFRS, soit 1,9 million de dollars ce trimestre, est inférieur aux 12,3 millions de dollars de la période comparable de l'exercice précédent. L'évolution des revenus et des dépenses, ainsi que le financement public comptabilisé ce trimestre contribuent aussi à ce résultat.

FAITS SAILLANTS DES ACTIVITÉS

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice, les Canadiens se sont tournés vers les nombreuses plateformes de CBC/Radio-Canada pour être témoins d'événements majeurs qui les interpellent. Voici un aperçu de ce qui s'est passé.

CONTENU ET SERVICES

Pour des indicateurs plus détaillés, consultez la sous-section *Mesurer nos composantes médias* de ce rapport.

Cet été, CBC/Radio-Canada a été la destination incontournable pour accéder à du contenu original et vivre de grands événements. Comme nous l'avons souligné dans le [rapport du premier trimestre](#), nos auditoires ont eu accès à plus de contenu que jamais auparavant pour les Jeux Olympiques de Rio 2016. [Plus de 32 millions de Canadiens ont regardé la couverture de Rio 2016](#) sur les plateformes de CBC/Radio-Canada et de ses partenaires RDS, TSN et Sportsnet¹. Notre contenu numérique a aussi été populaire, comme en témoignent les 229 millions de pages vues générées par nos sites web et nos applications².

Le contenu numérique de Rio 2016 a généré 229 millions de pages vues².

Durant les Jeux paralympiques de Rio 2016, les Canadiens ont pu être plus mobilisés que jamais. Dans le cadre du consortium des diffuseurs canadiens dirigé par le Comité paralympique canadien – qui est titulaire des droits – CBC/Radio-Canada et ses partenaires Sportsnet ONE, AMI-tv & télé, et Facebook Canada ont fourni plus de 700 heures de couverture multiplateforme, y compris jusqu'à 11 flux en direct simultanés que les téléspectateurs pouvaient choisir par l'intermédiaire de [cbcports.ca/paralympics](#), et par l'intermédiaire de l'application CBC Sports. Il était donc possible pendant la compétition de consulter tous les lieux d'épreuves sportives où un flux en direct était offert par le diffuseur hôte des Jeux Olympiques de Rio 2016. Dans le cadre de la couverture, nous avons veillé à ce que tous les événements majeurs soient disponibles aux heures de grande écoute. En outre, d'autres membres du consortium, y compris Yahoo Sports Canada, SendtoNews, Twitter et Facebook Live, ont mis en vedette le contenu paralympique, portant l'ensemble de la couverture multiplateforme à plus de 1 000 heures.

Près d'un Canadien sur trois a écouté le concert du groupe The Tragically Hip le 20 août.

Nous avons également répondu aux attentes des millions de Canadiens qui voulaient voir le dernier concert estival du groupe mythique The Tragically Hip, mais qui ne pouvaient y assister en personne. Le 20 août, 11,7 millions de Canadiens ont suivi à la télévision, à la radio et en ligne ce concert, de la maison ou dans des événements communautaires. De plus, le concert a été regardé en continu 900 000 fois au Canada et dans le monde³. Il s'agit d'un exemple extraordinaire de ce que peut faire le diffuseur public pour rassembler les Canadiens.

L'offre télévisuelle de Radio Canada a été accueillie favorablement par les auditoires cet été. Des émissions telles que *La petite séduction*, *Déjà Dimanche* et *Viens-tu faire un tour?* ont obtenu constamment de bonnes cotes d'écoute. Parmi les émissions d'humour diffusées par CBC pendant la période estivale, la nouvelle production *Baroness Von Sketch* a reçu un accueil enthousiaste sur le web, comme en témoigne la quantité de mentions « Partager » et « J'aime » enregistrées sur les réseaux sociaux. Les émissions *Four in the Morning* et *Follow the Money* ont aussi été bien accueillies. Pour sa part, la production exclusivement numérique de CBC, *My 90-Year-Old Roommate*, a également suscité un engouement notable. À l'automne, ICI Radio-Canada Télé a lancé sa nouvelle saison avec Céline Dion comme artiste invitée à *En direct de l'univers*, une émission qui a attiré 1,3 million de téléspectateurs⁴. Les chiffres d'auditoire des deux premières semaines de la saison sont prometteurs : la moitié des 20 émissions de télévision de langue française les plus regardées au Québec sont diffusées à Radio-Canada⁵. Notons que la saison régulière de CBC Television commence quelques semaines après celle de Radio-Canada, soit au troisième trimestre de l'exercice.

Du côté de la radio, CBC a annoncé en août que Tom Power, l'animateur de *Radio 2 Morning* et de *Deep Roots*, [animera désormais l'émission q](#), tandis que Duncan McCue prendra les commandes de *Cross Country Checkup*. CBC Radio a démarré la saison en présentant pendant une semaine du contenu provenant des coulisses de plus d'une douzaine de ses émissions, en partenariat avec Facebook Live. Ce trimestre, CBC a aussi lancé trois émissions (*Someone Knows Something*, *Back Story* et *Campus*) créées directement à partir de balados, ce qui démontre à quel point les formats numériques sont vecteurs d'innovation et de dynamisme.

Le numérique crée une dynamique. Ce trimestre, CBC a lancé trois émissions de radio créées à partir de balados.

À la suite du réinvestissement du gouvernement fédéral dans CBC/Radio-Canada, nous constatons déjà une augmentation du contenu offert aux Canadiens.

À la suite du réinvestissement du gouvernement fédéral dans CBC/Radio-Canada, nous constatons déjà que le volume de contenu offert aux Canadiens a augmenté. La grille d'automne d'ICI Radio-Canada Première comporte 12 heures de contenu original additionnel en remplacement des reprises qui étaient diffusées les soirs de semaine en raison des contraintes budgétaires. De même, *Méchante soirée*, l'émission produite à Moncton qui entreprend sa troisième saison, comptera cette année cinq épisodes additionnels, en plus d'être offerte sur ICI Tou.tv et, pour la première fois, sur ICI ARTV.

Ce trimestre, Radio-Canada a poursuivi ses efforts pour accroître la variété et l'authenticité de ses voix en offrant des stages en journalisme aux jeunes Autochtones dans quatre établissements du Québec. On espère que cette initiative mènera à la création d'emplois permanents pour ces jeunes. De plus, tous les services de CBC ont remplacé le terme anglais *Aboriginal* par *Indigenous* lorsqu'il est question des Autochtones de notre pays.

¹ Source : Numeris et Adobe Analytics

² Source : Adobe Analytics

³ Source : Numeris et Adobe Analytics

⁴ Source : Numeris et Adobe Analytics

⁵ Source : Numeris

INFRASTRUCTURE

En octobre, CBC/Radio-Canada a ajouté deux véhicules électriques à son parc automobile de Québec. Ces véhicules, qui fonctionnent uniquement à l'électricité grâce à une batterie rechargeable au lithium-ion, s'ajoutent aux quatre véhicules hybrides déjà en fonction à Québec, Toronto et Charlottetown.

C'est aussi en octobre que Radio-Canada a mis en service le premier de 13 nouveaux cars satellite. Ces véhicules serviront à recueillir les nouvelles dans les régions et à répondre aux événements de l'actualité, prévus ou imprévus, qui requièrent un déploiement de ressources plus important. Ils seront équipés de l'environnement HD complet, des outils de montage les plus récents, de la technologie IP et de systèmes de communication par satellite plus souples.

PERSONNES ET CULTURE

À la fin août, Hubert T. Lacroix a annoncé que Josée Girard, vice-présidente, Personnes et Culture, quittait CBC/Radio-Canada pour aller relever d'autres défis professionnels. C'est Monique Marcotte qui occupe maintenant ce poste de manière permanente après avoir assuré l'intérim avec succès.

Un processus de sélection a été enclenché durant l'été à la suite de l'annonce du départ à la retraite de Louis Lalande, vice-président principal, Services français. Au début novembre, Hubert T. Lacroix [a annoncé](#) la nomination de Michel Bissonnette dont l'entrée en fonction est prévue le 9 janvier 2017.

En septembre, Peter Mansbridge a annoncé sa décision de quitter son poste d'animateur de l'émission *The National* de CBC après les célébrations entourant la fête du Canada 2017 en juillet prochain. Nous avons entamé un processus pour renouveler la formule de l'émission.

Également en septembre, la Société a donné suite à sa volonté de faire de la culture organisationnelle une priorité en [annonçant](#) la nomination de Diane Girard au poste de commissaire aux valeurs et à l'éthique.

En octobre, Sonja Chong a confirmé son intention de démissionner du Conseil d'administration de CBC/Radio-Canada à compter du 31 octobre 2016.

Nous continuons les négociations avec le Syndicat des communications de Radio-Canada (SCRC). De nombreuses rencontres sont prévues d'ici le 22 décembre 2016.

Les négociations ont repris de façon intensive avec l'Association des réalisateurs (AR) en octobre 2016 et une entente de principe est survenue le 10 novembre 2016. L'AR convoquera une assemblée générale pour présenter et soumettre l'entente de principe au vote des membres.

Après 20 jours de négociations, l'Association des professionnels et des superviseurs (APS) et CBC/Radio-Canada ont signé un protocole d'entente pour une nouvelle convention de quatre ans, pouvant être prolongée de deux ans. Les résultats du scrutin ont été annoncés le 6 novembre : 86 % des membres de l'APS ayant voté ont accepté l'entente. Mario Poudrier a été réélu à titre de président national de l'APS.

AUTRES QUESTIONS LIÉES AUX ACTIVITÉS

À la fin août, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a refusé à CBC/Radio-Canada le droit de continuer à tirer des revenus de la publicité diffusée sur ses services musicaux, ICI Musique et CBC Radio 2. La déclaration publique de la Société concernant cette décision a été publiée sur notre [site web institutionnel](#).

À la mi-septembre, pour la première fois en vingt-cinq ans, nous avons été l'hôte de la [conférence annuelle de Public Broadcasters International \(PBI\)](#). Plus de 60 radiodiffuseurs publics de partout dans le monde y ont participé et ont discuté des façons d'établir des liens avec la génération du numérique.

CBC/Radio-Canada a mis sur pied un comité de planification stratégique pour rédiger un document dans le cadre du processus de consultation entrepris par la ministre du Patrimoine canadien en septembre 2016. Le but de ce document est d'aider le gouvernement à élaborer un nouveau cadre de consultation pour renforcer la culture canadienne à l'ère du numérique. Nous rendrons ce document accessible au public à l'automne.

À la fin septembre, nous avons tenu notre [assemblée publique annuelle](#) à Moncton, au Nouveau-Brunswick. Le panel mis sur pied pour l'occasion a discuté de la pertinence du radiodiffuseur public à l'ère du numérique. Notre événement Facebook Live a été présenté sur le fil d'actualité de 8 200 utilisateurs, et a été vu par plus de 1 900 d'entre eux. Le public a pu assister en personne à l'assemblée qui avait lieu au Théâtre l'Escaouette à Moncton, et tout près de 250 personnes de partout au pays et à l'étranger – en Chine, en Malaisie et en Inde – ont suivi la webdiffusion en direct.

Le compte à rebours officiel des célébrations du 150^e anniversaire du Canada est lancé. En tant que partenaire média officiel, CBC/Radio-Canada a fait la promotion, ce trimestre, de plus de 25 événements culturels et artistiques présentés par différentes organisations au pays. De Fredericton à Vancouver en passant par Winnipeg, les Canadiens ont été invités à « raconter leur histoire ».

LE POINT SUR LE RENDEMENT

CADRE DE MESURE DU RENDEMENT

Un des piliers de la *Stratégie 2020* est l'établissement d'indicateurs permettant de suivre et d'évaluer notre rendement. S'appuyant sur les outils de mesure existants, CBC/Radio-Canada a développé un cadre simplifié de mesure du rendement pour évaluer son plan stratégique qui repose sur trois outils distincts : le sondage de perception portant sur le mandat et la vision, le rapport de performance de la *Stratégie 2020* (indicateurs stratégiques) et le rapport sur le rendement des composantes médias (indicateurs opérationnels).

NOTRE MANDAT ET NOTRE VISION

L'établissement d'indicateurs permettant de suivre et d'évaluer les perceptions relativement à notre rendement est essentiel pour démontrer notre responsabilité envers les Canadiens à titre de radiodiffuseur public national du Canada. Le sondage de perception portant sur le mandat et la vision permet de démontrer dans quelle mesure les Canadiens jugent que nos services sont conformes au mandat de la Société en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion* de 1991. Il permet également de mesurer le rendement de notre programmation en ce qui concerne sa qualité, son caractère distinctif, et sa capacité de refléter et de rassembler les Canadiens. Le rapport comporte également des indicateurs liés à la vision, qui traduisent le rôle de la Société dans la réalisation de la vision de la *Stratégie 2020*. Les données proviennent de sondages menés auprès d'un échantillon représentatif de Canadiens francophones et anglophones⁶.

Les résultats du sondage qui sera effectué en 2016-2017 seront disponibles en janvier et publiés dans notre rapport financier du troisième trimestre. Les résultats du dernier sondage sont présentés sur notre [site web institutionnel](#), dans un tableau de bord interactif auquel tous les Canadiens ont accès.

STRATÉGIE 2020

Le rapport de performance de la *Stratégie 2020* vise à vérifier que nous atteignons les objectifs nationaux de notre plan stratégique actuel. Nous avons d'abord déterminé les objectifs à long terme que nous cherchons à atteindre en 2020. Chaque année, nous mesurons les progrès réalisés à l'égard de ces objectifs à l'aide de cibles annuelles intermédiaires. Neuf indicateurs clés sont utilisés afin de mesurer notre rendement relativement aux composantes fondamentales de notre stratégie actuelle : l'auditoire, l'infrastructure, les personnes et la viabilité financière⁷.

L'objectif de notre stratégie est d'accroître notre valeur aux yeux de tous les Canadiens et d'approfondir notre relation avec eux. Avec ce but en tête, nous avons choisi cinq indicateurs pour évaluer notre succès auprès de l'auditoire. D'ici 2020, nous voulons :

- Que trois Canadiens sur quatre estiment qu'au moins un de nos services est très important pour eux personnellement (indicateur 1).
- Que les Canadiens continuent d'être fortement d'accord que nos émissions d'information reflètent la diversité des opinions, et traitent de manière objective des sujets abordés (indicateur 2).
- Augmenter notre portée numérique, afin que 18 millions de Canadiens utilisent nos plateformes numériques tous les mois (indicateur 3). De plus, nous voulons accroître le nombre d'interactions numériques que les Canadiens ont avec nos services (indicateur 4).
- Maintenir le temps que les Canadiens passent avec CBC/Radio-Canada, même si la concurrence est de plus en plus forte pour capter leur attention (indicateur 5).

Afin d'atteindre nos objectifs en matière d'auditoire, nous devons transformer notre infrastructure, notamment en réduisant de 50 % notre empreinte immobilière (indicateur 6). Nous devons également mobiliser nos employés (indicateur 7) et veiller à ce qu'ils reflètent mieux la diversité qui caractérise la société que nous servons (indicateur 8). Nous voulons atteindre ces objectifs en réduisant nos coûts pour être plus viables financièrement (indicateur 9).

COMPOSANTES MÉDIAS

Le compte rendu sur les composantes médias nous sert à mesurer notre rendement et à le comparer à nos cibles opérationnelles. Celles-ci ont essentiellement trait à la portée de nos diverses plateformes, aux parts d'auditoire et aux revenus autogénérés, tous services confondus.

⁶ Source : Sondage Mission Metrics, TNS Canada (1 000 répondants de langue anglaise et 1 000 répondants de langue française par sondage). Les sondages sont effectués en novembre et en mars chaque année.

⁷ Depuis le début de 2016-2017, l'indicateur du fonds d'investissement (anciennement l'indicateur 10) n'est plus présenté dans le rapport de performance de la *Stratégie 2020*, cet indicateur n'ayant plus d'utilité en raison du réinvestissement du gouvernement dans CBC/Radio-Canada.

MESURER NOTRE STRATÉGIE 2020

Les indicateurs de la Stratégie 2020 sont présentés ci-dessous. Notre rapport du deuxième trimestre comprend une liste partielle d'indicateurs de rendement clés (IRC), puisque plusieurs d'entre eux – les indicateurs 1, 2, 5 et 7 – ne sont pas encore disponibles. Ces indicateurs ne sont mesurés qu'à l'automne et seront par conséquent présentés dans le rapport du troisième trimestre.

Au 30 septembre 2016, nos indicateurs de portée numérique (indicateur 3), du nombre d'interactions numériques par mois (indicateur 4) et de réduction des coûts (indicateur 9) sont en hausse par rapport aux résultats de l'exercice précédent, et montrent que nous sommes en bonne voie d'atteindre notre objectif annuel. En ce qui concerne les interactions numériques, notre couverture des Jeux Olympiques de Rio 2016 en août a stimulé encore plus nos résultats. L'indicateur sur la diversité des employés (indicateur 8) est le seul à être au-dessous de la cible, du fait que la diversité des candidats recrutés à l'externe a été inférieure à la disponibilité dans l'industrie d'après le Recensement de 2011. Nous avons remarqué une tendance semblable à ce point-ci l'an passé, mais avons toutefois terminé l'année financière avec un meilleur résultat. L'une de nos priorités consiste à refléter le caractère multiculturel et multiethnique du Canada, et c'est pourquoi nous poursuivons nos efforts en vue de recruter une main-d'œuvre diversifiée.

Indicateur	Résultats 2015-2016	Cibles 2016-2017	1 ^{er} avril au 30 septembre 2016	Schéma de croissance prévue	Cibles 2020
Auditoire/marché					
1. Importance personnelle pour les Canadiens (% très important) ⁸	56,6 %	57,6 %	N. D.		75,0 %
2. Les émissions d'information ont des opinions diversifiées et sont objectives (% fortement en accord) ⁸	56,2 %	56,5 %	N. D.		57,0 %
3. Portée numérique de CBC/Radio-Canada (en millions) ⁹	14,6	16,5	16,6		18,0
4. Nombre d'interactions numériques avec CBC/Radio-Canada tous les mois (en millions) ¹⁰	103,8	117,2	127,2		95,0
5. Temps total passé avec CBC/Radio-Canada (en millions d'heures / semaine) ¹¹	171	177	N. D.		173
Infrastructure					
6. Diminution de l'empreinte immobilière (en millions de pieds carrés de superficie locative) ¹²	3,9	3,9	3,9		2,0
Personnes					
7. Mobilisation des employés (% qui sont fiers d'être associés) ¹³	69,0 %	74,2 %	N. D.		90,0 %
8. Diversité des employés (% des nouveaux employés) ¹⁴	18,5 %	23,2 %	17,1 %		23,2 %
Finances					
9. Cible de réduction des coûts atteinte (en millions \$)	62,0 \$	85,1 \$	87,5 \$		117,0 \$

N.D. non disponible

⁸ Source : Sondage Mission Metrics, TNS Canada. Pourcentage de répondants ayant accordé une note de 8, 9 ou 10 sur une échelle de 10 points.

⁹ Source : comScore, mesure multiplateforme, moyenne mensuelle de visiteurs uniques.

¹⁰ Source : comScore, mesure multiplateforme, moyenne mensuelle de visites.

¹¹ Source : Numeris, temps consacré à l'écoute de nos services de télévision et de radio; Adobe SiteCatalyst et comScore, temps consacré à l'utilisation de nos services Internet.

¹² Nos résultats liés à la superficie locative excluent les locaux à l'extérieur du pays (p. ex., les bureaux à l'étranger), les sites d'émetteurs, les stationnements et les baux pour des lieux réservés uniquement à l'entreposage (c.-à-d., ne servant pas aux activités de radiodiffusion).

¹³ Source : Gallup Consulting, sondage Dialogue 2015. Pourcentage des employés qui sont fiers d'être associés à CBC/Radio-Canada. Il s'agit donc de ceux qui ont accordé une note de 4 ou de 5 sur une échelle de 1 à 5 dans le cadre d'un sondage auprès d'un échantillon représentatif d'employés.

¹⁴ Cette mesure vise trois groupes : les Autochtones, les personnes handicapées et les membres de minorités visibles. Elle correspond au pourcentage de nouveaux employés recrutés à l'externe pour les postes de 13 semaines et plus.

MESURER NOS COMPOSANTES MÉDIAS

Notre rapport du deuxième trimestre comprend une liste partielle d'indicateurs de rendement clés (IRC), car plusieurs des principaux indicateurs sont évalués à partir de septembre chaque année. Comme ces données ne sont pas disponibles avant l'automne pour CBC Television, CBC Radio, ICI Radio-Canada Télé, ICI Radio-Canada Première et ICI Musique, elles sont présentées dans le rapport du troisième trimestre.

RÉSULTATS DES SERVICES FRANÇAIS

		Résultats 2015-2016	1 ^{er} avril au 30 septembre 2015	Cibles 2016-2017	1 ^{er} avril au 30 septembre 2016
Télévision					
ICI RDI, ICI ARTV, ICI EXPLORA	<i>Part d'auditoire de la journée complète</i> ¹⁵	4,7 %	4,6 %	4,7 %	4,9 %
Service régional					
Offre régionale d'ICI Radio-Canada.ca	<i>Moyenne mensuelle, visiteurs uniques</i> ¹⁶	0,7 million	0,7 million	N. D. ¹⁶	N. D. ¹⁶
Numérique					
Offre numérique de Radio-Canada	<i>Moyenne mensuelle, visiteurs uniques</i> ¹⁷	3,0 millions	2,6 millions	3,4 millions	3,6 millions
Chaînes de télévision spécialisées					
ICI RDI	<i>Abonnés</i>	10,7 millions	10,9 millions	S. O. ¹⁸	S. O. ¹⁸
ICI ARTV	<i>Abonnés</i>	1,8 million	1,8 million	S. O. ¹⁸	S. O. ¹⁸
ICI EXPLORA	<i>Abonnés</i>	0,8 million	0,7 million	S. O. ¹⁸	S. O. ¹⁸
Revenus ¹⁹					
Services généralistes, spécialisés et en ligne		216 millions \$	98 millions \$	201 millions \$	92 millions \$

S. O. sans objet

N. D. non disponible

Les résultats disponibles actuellement montrent que les services atteignent, voire dépassent, leurs cibles annuelles. Voici les faits saillants :

Télévision – Les chaînes spécialisées sont en bonne voie de dépasser leurs cibles. La couverture par ICI RDI d'événements majeurs de l'actualité comme l'attentat terroriste de Nice, les Jeux Olympiques de Rio 2016 (p. ex. virus du Zika, dopage, etc.) et la campagne présidentielle américaine a été un facteur clé dans l'atteinte de ces résultats.

Services numériques – La portée de nos services numériques pour ce trimestre a été stimulée en grande partie par nos contenus de sports, d'actualités et de nouvelles.

Revenus – Les revenus tirés de la publicité télévisée restent sous pression. Cependant, les revenus totaux à ce jour suggèrent que la cible annuelle sera atteinte, en raison de la robustesse des revenus d'abonnement et des revenus divers.



Viens-tu faire un tour?, ICI Radio-Canada Télé

¹⁵ Source : Numeris, audimètres portables, francophones du Québec âgés de deux ans ou plus, avril à mars.

¹⁶ Source : comScore, Media Metrix, visiteurs uniques, utilisation sur ordinateur (deux ans et plus). En 2015-2016, la mesure de l'offre régionale d'ICI Radio-Canada.ca tenait compte de l'utilisation des services sur ordinateur uniquement. La base de mesure de comScore pour l'offre numérique régionale en 2016-2017 est en voie d'être finalisée. La cible et les résultats seront publiés dès qu'ils seront confirmés.

¹⁷ Source : comScore, Media Metrix, visiteurs uniques, utilisation sur ordinateur (deux ans et plus) et sur appareil mobile (18 ans et plus), avril à mars. Offre numérique de Radio-Canada : ICI.Radio-Canada.ca, ICI.Tou.tv, ICI.Musique.ca, RCInet.ca, ICI.ARTV.ca et ICI.EXPLORATV.ca.

¹⁸ Non publié pour des raisons de concurrence.

¹⁹ Comprend les revenus publicitaires, les revenus d'abonnement et autres revenus (p. ex., distribution de contenu).

RÉSULTATS DES SERVICES ANGLAIS

		Résultats 2015-2016	1 ^{er} avril au 30 septembre 2015	Cibles 2016-2017	1 ^{er} avril au 30 septembre 2016
Télévision					
CBC News Network	<i>Part d'auditoire de la journée complète</i> ²⁰	1,7 %	1,7 %	1,5 %	1,6 %
Service régional					
Émissions de nouvelles télévisées de début de soirée	<i>Auditoire moyen par minute</i> ²¹	345 milliers	S. O. ²¹	345 milliers	270 milliers
Offre régionale de CBC.ca	<i>Moyenne mensuelle, visiteurs uniques</i> ²²	4,3 millions	4,1 millions	N. D. ²²	N. D. ²²
Numérique					
Offre numérique de CBC	<i>Moyenne mensuelle, visiteurs uniques</i> ²³	12,4 millions	11,4 millions	14,1 millions	14,7 millions
Chaînes de télévision spécialisées					
CBC News Network	<i>Abonnés</i>	11,0 millions	11,2 millions	S. O. ²⁴	S. O. ²⁴
documentary	<i>Abonnés</i>	2,5 millions	2,6 millions	S. O. ²⁴	S. O. ²⁴
Revenus ²⁵					
Services généralistes, spécialisés et en ligne		260 millions \$	135 millions \$	211 millions \$	106 millions \$

S. O. sans objet

N. D. non disponible

Les résultats disponibles actuellement montrent que les services atteignent pratiquement ou dépassent légèrement leurs cibles annuelles. Voici les faits saillants :

Télévision – La part d'auditoire de CBC News Network continue de dépasser la cible annuelle, stimulée par la couverture de la visite royale à la fin du trimestre.

Service régional – L'auditoire depuis le début de l'exercice ne comprend que les quatre premières semaines de diffusion de *CBC News at 6*. Dans le passé, les résultats ont été à la hausse à l'automne et à l'hiver.

Services numériques – La moyenne mensuelle de visiteurs uniques pour le trimestre continue de dépasser à la fois la cible annuelle et les résultats de l'exercice précédent, favorisée par la nouvelle programmation et la consolidation des ressources, ainsi que par la présentation de grands événements comme les Jeux Olympiques de Rio 2016 et le concert du groupe The Tragically Hip.

Revenus – Les résultats sont en bonne voie d'atteindre la cible annuelle. La vigueur des revenus publicitaires de nos services numériques, des revenus d'abonnement supérieurs à nos prévisions, et des revenus divers plus élevés ont plus que compensé l'impact de la faiblesse du marché de la publicité à la télévision traditionnelle.



Tom Power, nouvel animateur de l'émission q

²⁰ Source : Numeris, audimètres portables, personnes de deux ans ou plus, avril à mars.

²¹ Source : Numeris, audimètres portables, personnes de deux ans ou plus, septembre à mars. En 2015-2016, la saison régulière a commencé en octobre avec le lancement de la nouvelle programmation.

²² Source : comScore Media Metrix, visiteurs uniques, utilisation sur ordinateur (deux ans et plus), avril à mars. En 2015-2016, la mesure de l'offre régionale de CBC.ca tenait compte de l'utilisation des services sur ordinateur uniquement. La base de mesure de comScore pour le contenu numérique régional en 2016-2017 est en voie d'être finalisée. La cible et les résultats seront publiés dès qu'ils seront confirmés.

²³ Source : comScore Media Metrix, visiteurs uniques, utilisation sur ordinateur (deux ans et plus) et sur appareil mobile (18 ans et plus), avril à mars.

²⁴ Non publié pour des raisons de concurrence.

²⁵ Comprend les revenus publicitaires, les revenus d'abonnement et autres revenus (p. ex., distribution de contenu). Ne comprend pas les revenus provenant des Jeux Olympiques et de l'entente avec Rogers Communications Inc. qui prévoit la poursuite de la diffusion des matchs de hockey du samedi soir et des séries éliminatoires à *Hockey Night in Canada*. Les revenus inclus dans les résultats des exercices précédents pour les Jeux panaméricains de 2015 à Toronto représentent la somme des revenus tirés par les Services français et les Services anglais pour cet événement.

CONTENU CANADIEN

Le CRTC établit le cadre réglementaire en matière de contenu canadien à la télévision, et fixe les conditions de licence pour ICI Radio-Canada Télé et CBC Television. Pour l'ensemble de la journée de radiodiffusion, au moins 75 % du contenu diffusé doit être canadien. Durant les heures de grande écoute, le minimum passe à 80 %. Ces deux mesures sont des moyennes calculées sur toute l'année de radiodiffusion, soit du 1^{er} septembre au 31 août. Le tableau ci-dessous donne les résultats pour l'année de radiodiffusion en cours et pour l'année précédente. Au cours de ces deux périodes, ICI Radio-Canada Télé et CBC Television ont dépassé les attentes du CRTC en matière de contenu canadien, que ce soit pour l'ensemble de la journée de radiodiffusion ou aux heures de grande écoute.

		Conditions de licence annuelles	Résultats 1 ^{er} septembre 2014 au 31 août 2015	Résultats 1 ^{er} septembre 2015 au 31 août 2016
ICI Radio-Canada Télé				
Journée de radiodiffusion	(lundi au dimanche, 6 h à minuit)	75 %	82 %	84 %
Heures de grande écoute	(lundi au dimanche, 19 h à 23 h)	80 %	91 %	94 %
CBC Television				
Journée de radiodiffusion	(lundi au dimanche, 6 h à minuit)	75 %	92 %	84 %
Heures de grande écoute	(lundi au dimanche, 19 h à 23 h)	80 %	87 %	85 %



En direct de l'univers, ICI Radio-Canada Télé

ANALYSE DES RÉSULTATS

RÉSULTAT EN IFRS ET RÉSULTAT D'EXPLOITATION SUR UNE BASE COURANTE

Nos résultats financiers sont analysés plus en détail ci-après.

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 30 septembre			Pour les six mois terminés le 30 septembre		
	2016	2015	Écart en %	2016	2015	Écart en %
Revenus	176 825	142 357	24,2	291 431	260 878	11,7
Dépenses	(430 286)	(373 958)	15,1	(784 557)	(738 766)	(6,2)
Résultat avant financement public et éléments hors exploitation	(253 461)	(231 601)	(9,4)	(493 126)	(477 888)	(3,2)
Financement public	256 063	242 790	5,5	479 189	411 953	16,3
Résultat avant éléments hors exploitation	2 602	11 189	(76,7)	(13 937)	(65 935)	78,9
Éléments hors exploitation	(719)	1 105	N. S.	(2 121)	2 175	N. S.
Résultat net de la période en IFRS	1 883	12 294	(84,7)	(16 058)	(63 760)	74,8
Éléments ne contribuant pas aux fonds d'exploitation ou ne nécessitant pas d'apport en fonds d'exploitation						
Régimes de retraite et autres avantages du personnel	11 228	17 786	(36,9)	22 076	35 674	(38,1)
Amortissement et coûts de mise hors service, déduction faite de l'amortissement du financement des immobilisations différé	5 776	5 440	6,2	11 256	10 534	6,9
Autres provisions pour des éléments hors trésorerie	(16 869)	(17 261)	2,3	(22 745)	(16 840)	(35,1)
Résultat d'exploitation sur une base courante⁽¹⁾	2 018	18 259	(88,9)	(5 471)	(34 392)	84,1

N. S. non significatif

⁽¹⁾ Le résultat d'exploitation sur une base courante n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Une explication du résultat d'exploitation sur une base courante est présentée ci-dessous.

RÉSULTAT NET DU TRIMESTRE EN IFRS

Le résultat net en IFRS du deuxième trimestre est un gain de 1,9 million de dollars, contre un gain de 12,3 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, le résultat net en IFRS équivaut à une perte de 16,1 millions de dollars, un résultat supérieur de 47,7 millions de dollars par rapport à la perte enregistrée à la période comparable de l'exercice précédent. L'effet combiné de l'augmentation des revenus et du financement public, des initiatives de réduction de coûts et de la diminution de notre charge de retraite contribue à l'amélioration des résultats. Ces changements ont plus que compensé l'augmentation des dépenses liées aux événements et au contenu découlant de la diffusion des Jeux Olympiques de Rio 2016 et des nouveaux investissements faits dans nos priorités stratégiques.

Le résultat net en IFRS comprend des éléments qui ne nécessitent pas d'apport en fonds d'exploitation ou qui ne contribuent pas aux fonds d'exploitation dans la période considérée, comme il est expliqué plus en détail ci-après.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION SUR UNE BASE COURANTE

Le résultat d'exploitation sur une base courante du trimestre est un gain de 2,0 millions de dollars, contre 18,3 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette baisse est conforme à la diminution du résultat net en IFRS expliquée ci-dessus. Le résultat d'exploitation sur une base courante depuis le début de l'exercice affiche une perte de 5,5 millions de dollars, contre celle de 34,4 millions de dollars enregistrée à l'exercice précédent.

CBC/Radio-Canada définit le résultat d'exploitation sur une base courante comme le résultat net en IFRS diminué des ajustements pour les dépenses qui n'exigent pas le décaissement de fonds d'exploitation sur une période d'un an, et des ajustements pour les revenus qui ne génèrent pas de fonds d'exploitation sur une période d'un an. La direction se sert de cette mesure régulièrement pour suivre la performance de la Société et pour tenir le budget de la Société en équilibre constant avec les crédits parlementaires. Nous considérons qu'elle constitue une information complémentaire utile pour les lecteurs de nos rapports financiers, même s'il est vrai qu'elle n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et qu'il est peu probable qu'elle puisse être comparée avec les mesures présentées par d'autres entreprises.

Un ajustement est effectué pour éliminer les dépenses sans effet sur la trésorerie au titre des régimes de retraite et des autres avantages du personnel postérieurs à l'emploi, qui représentent l'excédent des dépenses calculées selon les IFRS sur les cotisations monétaires réelles de la période. Des ajustements concernent également d'autres éléments hors trésorerie, comme l'amortissement et la mise hors service d'immobilisations corporelles; l'amortissement du financement des immobilisations différé; et les congés annuels non budgétaires. D'autres postes moins significatifs principalement reliés aux avantages du personnel, auxquels des fonds ne sont pas affectés ou qui ne génèrent pas de fonds dans la période considérée, sont ajustés aux fins du rapprochement du résultat net avec le résultat d'exploitation sur une base courante.

REVENUS

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 30 septembre			Pour les six mois terminés le 30 septembre		
	2016	2015	Écart en %	2016	2015	Écart en %
Revenus publicitaires						
Services anglais	72 786	29 980	142,8	98 749	56 668	74,3
Services français	30 870	25 131	22,8	59 004	55 441	6,4
	103 656	55 111	88,1	157 753	112 109	40,7
Revenus d'abonnement						
Services anglais	17 964	18 520	(3,0)	36 056	36 917	(2,3)
Services français	14 966	15 461	(3,2)	29 986	30 381	(1,3)
	32 930	33 981	(3,1)	66 042	67 298	(1,9)
Revenus financiers et autres revenus						
Services anglais	22 733	37 001	(38,6)	34 697	50 027	(30,6)
Services français	7 151	6 434	11,1	12 193	11 181	9,1
Services institutionnels	10 355	9 830	5,3	20 746	20 263	2,4
	40 239	53 265	(24,5)	67 636	81 471	(17,0)
TOTAL	176 825	142 357	24,2	291 431	260 878	11,7

Nos revenus autogénérés ont augmenté de 34,5 millions de dollars (24,2 %) au deuxième trimestre de 2016-2017 comparativement à ceux de la même période de l'exercice précédent.

REVENUS PUBLICITAIRES

Nos revenus publicitaires ont augmenté de 48,5 millions de dollars (88,1 %) dans le trimestre considéré, et de 45,7 millions de dollars (40,7 %) depuis le début de l'exercice, en raison des facteurs suivants :

ÉVÉNEMENTS

Les revenus tirés des événements ont été plus élevés au deuxième trimestre et depuis le début de l'exercice en raison du volume plus élevé de publicités diffusées pendant la période des Jeux Olympiques de Rio 2016. Les résultats du trimestre correspondant de l'exercice précédent ainsi que ceux des six premiers mois de l'exercice 2015-2016 incluaient les revenus publicitaires générés par notre couverture des Jeux panaméricains et parapanaméricains de Toronto 2015.

ACTIVITÉS COURANTES

Nos revenus publicitaires pour le trimestre et depuis le début de l'exercice continuent d'être affectés par :

- L'affaiblissement du marché canadien de la publicité télévisuelle. Ce trimestre, le marché de la publicité à la télévision traditionnelle a quelque peu profité des Jeux Olympiques de Rio 2016; toutefois, il est encore en baisse de 2 % comparativement à l'exercice précédent (selon les mesures effectuées d'avril à août). L'érosion de l'auditoire dans la tranche des 25 à 54 ans continue de mettre sous pression le marché de la télévision traditionnelle. Comme ce segment influence particulièrement les acheteurs de publicité média, nous suivons donc attentivement le marché et notre performance dans ce segment.
- Dans une moindre mesure, le CRTC a annoncé que nous ne pourrions plus diffuser de messages publicitaires sur ICI Musique et CBC Radio 2.

Depuis le début de l'exercice, ces baisses ont été en partie compensées par une augmentation des revenus produits par les services numériques, favorisés par la vigueur des ventes de publicité programmatiques (c.-à-d. les ventes automatisées de publicité numérique) qui a perduré, surtout sur nos marchés de langue anglaise.

REVENUS D'ABONNEMENT

Nos revenus d'abonnement ont accusé des baisses de 1,1 million de dollars (3,1 %) au deuxième trimestre et de 1,3 million de dollars (1,9 %) comparativement aux mêmes périodes l'an dernier. **CBC News Network**, **ICI ARTV** et **ICI RDI** ont vu leur nombre d'abonnés diminuer sous l'effet des tendances au désabonnement et à la réduction des services, et de l'introduction des petits forfaits de base à la suite de l'instance *Parlons télé* du CRTC.

Ces baisses de revenus ont été en partie compensées par les résultats du forfait **EXTRA d'ICI Tou.tv** dont les revenus d'abonnement ont augmenté de 75 % ce trimestre et depuis le début de l'exercice. Cette performance, qui contraste avec les tendances actuelles observées dans l'industrie, témoigne du succès de notre stratégie qui consiste à offrir en exclusivité certaines de nos émissions à nos abonnés en premier, et à développer de nouveaux contenus.

REVENUS FINANCIERS ET AUTRES REVENUS

La diminution de plus de 13 millions de dollars de nos revenus financiers et autres revenus au trimestre considéré et depuis le début de l'exercice (une baisse respective de 24,5 % et 17,0 %) résulte principalement des facteurs suivants :

ÉVÉNEMENTS

Les revenus tirés des événements au deuxième trimestre et depuis le début de l'exercice ont diminué de 19,3 millions de dollars (78,8 %) en raison principalement de nos activités de diffuseur hôte des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto en 2015-2016.

Cette diminution a été en partie compensée par les revenus additionnels tirés des licences pour les Jeux Olympiques de Rio 2016, en 2016-2017.

ACTIVITÉS COURANTES

Les revenus financiers et autres revenus tirés des activités courantes ont augmenté respectivement de 6,2 millions de dollars (21,9 %) et de 5,4 millions de dollars (9,6 %) ce trimestre et depuis le début de l'exercice en raison des facteurs suivants :

- Augmentation des revenus provenant de la vente d'émissions.
- Comptabilisation des revenus tirés d'un règlement avec une station affiliée.

Ces augmentations ont été en partie compensées par la baisse des revenus de location d'installations auprès de producteurs indépendants, conformément à la stratégie de Radio-Canada de réduire ses ressources de production.



Assemblée publique annuelle 2016 à Moncton (Nouveau-Brunswick)

DÉPENSES D'EXPLOITATION

(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre			Pour les six mois terminés le 30 septembre		
	2016	2015	Écart en %	2016	2015	Écart en %
Coûts des services de télévision, de radio et des services numériques						
Services anglais	237 242	196 968	20,4	416 124	383 139	8,6
Services français	167 874	152 004	10,4	317 587	304 426	4,3
	405 116	348 972	16,1	733 711	687 565	6,7
Autres dépenses d'exploitation						
Coûts de transmission, distribution et collecte	16 564	17 021	(2,7)	33 428	34 059	(1,9)
Administration nationale	2 339	2 190	6,8	4 899	4 715	3,9
Paiements aux stations privées	211	343	(38,5)	424	934	(54,6)
Charges financières	6 512	6 803	(4,3)	13 332	14 235	(6,3)
Quote-part du résultat de l'entreprise associée	(456)	(1 371)	66,7	(1 237)	(2 742)	54,9
	25 170	24 986	0,7	50 846	51 201	(0,7)
TOTAL	430 286	373 958	15,1	784 557	738 766	6,2

Nos dépenses d'exploitation ont augmenté de 56,3 millions de dollars (15,1 %) au deuxième trimestre de 2016-2017, et de 45,8 millions de dollars (6,2 %) depuis le début de l'exercice. Les principales variations constatées sont examinées ci-dessous.

COÛTS DES SERVICES DE TÉLÉVISION, DE RADIO ET DES SERVICES NUMÉRIQUES

Les coûts rattachés aux services de télévision et de radio ainsi qu'aux services numériques ont augmenté de 56,1 millions de dollars (16,1 %) dans le trimestre considéré et de 46,1 millions de dollars (6,7 %) depuis le début de l'exercice.

ÉVÉNEMENTS

Les dépenses occasionnées par les événements ont augmenté au deuxième trimestre et au premier semestre de cette année. Ces dépenses comprennent les coûts d'acquisition des droits de diffusion et des coûts de production entraînés par la diffusion des Jeux Olympiques de Rio 2016. Au dernier exercice, ces dépenses étaient occasionnées par la diffusion des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto.

ACTIVITÉS COURANTES

Dans le trimestre considéré et depuis le début de l'exercice, nos coûts d'exploitation courants ont continué de bénéficier des initiatives de réduction des coûts et de la diminution de notre charge de retraite. Cela nous permet d'investir dans de nouveaux contenus pour la télévision et la radio, et de couvrir plus d'événements de l'actualité au cours de l'exercice. Nous avons aussi engagé des dépenses supplémentaires pour faire la promotion de nos chaînes spécialisées et pour soutenir le lancement de notre programmation d'automne.

AUTRES DÉPENSES D'EXPLOITATION

Les autres dépenses d'exploitation ont augmenté de 0,2 million de dollars (0,7 %) au cours du deuxième trimestre et ont diminué de 0,4 million de dollars (0,7 %) au cours du deuxième semestre de 2016-2017. Les principales variations constatées sont soulignées ci-dessous:

- La baisse des **paiements aux stations privées** de 0,5 million de dollars (54,6 %) comptabilisée depuis le début de l'exercice résulte de la fin des conventions conclues avec deux stations affiliées en août 2015.
- Notre **quote-part du résultat de l'entreprise associée** a diminué de 0,9 million de dollars (66,7 %) dans le trimestre considéré et de 1,5 million de dollars (54,9 %) depuis le début de l'exercice, étant donné surtout que nous n'avons pas reçu de dividende ordinaire ce trimestre en raison de la vente en cours de notre participation dans SiriusXM Canada Holdings Inc. (SiriusXM). Pour plus d'information sur notre participation dans une entreprise associée, veuillez consulter la note 8 des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

FINANCEMENT PUBLIC

(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre			Pour les six mois terminés le 30 septembre		
	2016	2015	Écart en %	2016	2015	Écart en %
Crédit parlementaire pour les activités d'exploitation	231 962	218 042	6,4	430 962	362 042	19,0
Crédit parlementaire pour le fonds de roulement	1 000	1 000	-	2 000	2 000	-
Amortissement du financement des immobilisations différé	23 101	23 748	(2,7)	46 227	47 911	(3,5)
TOTAL	256 063	242 790	5,5	479 189	411 953	16,3

Le **crédit parlementaire pour les activités d'exploitation** est comptabilisé en fonction des besoins en fonds de roulement, compte tenu des revenus et des dépenses budgétés pour la période. Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2016-2017, le crédit parlementaire pour les activités d'exploitation est supérieur de 13,9 millions de dollars (6,4 %) et de 68,9 millions de dollars (19,0 %) respectivement par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Le crédit parlementaire comptabilisé pour le trimestre reflète à la fois la saisonnalité de nos activités et les tendances historiques observées.

À la suite de l'annonce faite en mars 2016 par le gouvernement fédéral voulant qu'il réinvestisse dans CBC/Radio-Canada, notre crédit parlementaire pour les activités d'exploitation devrait s'accroître de 75 millions de dollars en 2016-2017. Le financement accordé au titre de l'inflation salariale reste à confirmer pour 2016-2017.

Le financement des immobilisations est comptabilisé à titre de **financement des immobilisations différé**. Il est amorti et comptabilisé comme revenu sur les mêmes périodes que celles où les immobilisations corporelles et incorporelles sont utilisées dans le cadre des activités de CBC/Radio-Canada. La diminution de 0,7 million de dollars (2,7 %) au trimestre considéré et de 1,7 million de dollars (3,5 %) depuis le début de l'exercice rend compte de la moins-value de notre portefeuille d'actifs, étant donné que nous réduisons notre empreinte immobilière et que nous simplifions notre infrastructure.

ÉLÉMENTS HORS EXPLOITATION

(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre			Pour les six mois terminés le 30 septembre		
	2016	2015	Écart en %	2016	2015	Écart en %
Gain (perte) sur la sortie d'immobilisations corporelles et incorporelles	(719)	1 105	N. S.	(2 121)	2 175	N. S.
TOTAL	(719)	1 105	N. S.	(2 121)	2 175	N. S.

N. S. non significatif

La perte hors exploitation de 0,7 million de dollars comptabilisée ce trimestre résulte de la mise hors service d'actifs dans le cadre de nos activités courantes et d'une perte de valeur constatée au titre des actifs classés comme détenus en vue de la vente après la réévaluation à la baisse de la juste valeur estimée de certains de ces actifs. Depuis le début de l'exercice, la perte hors exploitation pour les raisons mentionnées ci-dessus s'établit à 2,1 millions de dollars.

Le gain de 2,2 millions de dollars comptabilisé pour le premier semestre de 2015-2016 provenait de la sortie de nos actifs de production mobile et du produit d'une réclamation d'assurance concernant un camion incendié.

TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre			Pour les six mois terminés le 30 septembre		
	2016	2015	Écart en %	2016	2015	Écart en %
Résultat net de la période	1 883	12 294	(84,7)	(16 058)	(63 760)	74,8
Autres éléments du résultat global						
Réévaluations des régimes de retraite à prestations définies	(101 213)	(46 252)	N. S.	(154 683)	135 253	N. S.
Total du résultat global de la période	(99 330)	(33 958)	N. S.	(170 741)	71 493	N. S.

N. S. non significatif

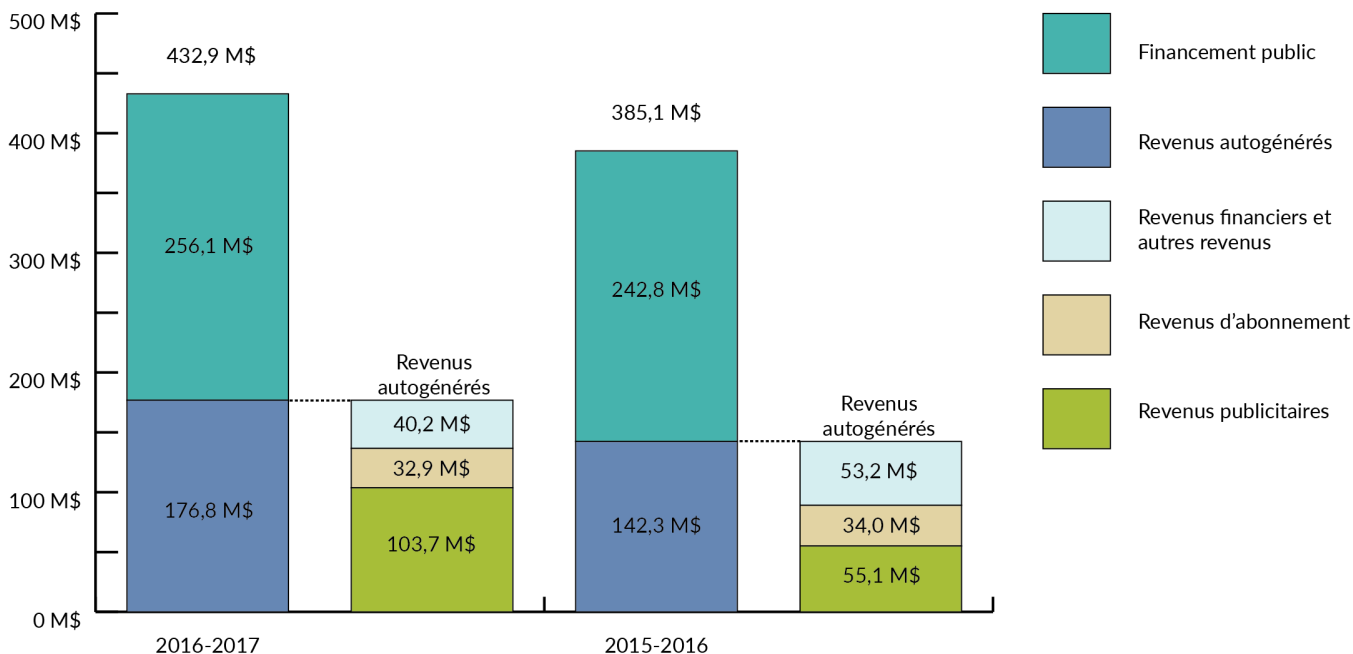
Une perte de 99,3 millions de dollars a été comptabilisée au titre du total du résultat global dans le trimestre considéré, comparativement à une perte de 34,0 millions de dollars à la même période l'an dernier. Outre le résultat net, le total du résultat global comprend des réévaluations de nos régimes de retraite. Ces réévaluations surviennent quand les résultats réels ou les taux d'intérêt diffèrent des hypothèses actuarielles, entraînant d'importantes variations hors trésorerie des obligations et des actifs de nos régimes de retraite. Les variations sont comptabilisées immédiatement en autres éléments du résultat global dans chaque période de présentation de l'information financière.

Des réévaluations de nos régimes de retraite à prestations définies, qui ont eu pour effet d'augmenter l'obligation au titre des prestations de retraite correspondante, se sont traduites par une perte de 101,2 millions de dollars. Cette augmentation de l'obligation au titre des prestations de retraite s'explique par la révision à la baisse de 25 points de base du taux d'actualisation appliqué pour évaluer ce passif à long terme, laquelle a été compensée en partie par le rendement de l'actif du régime, qui a été supérieur aux estimations faisant partie de nos hypothèses actuarielles. Depuis le début de l'exercice, le taux d'actualisation affiche une baisse de 50 points de base, ce qui fait augmenter davantage notre obligation au titre des prestations de retraite. Cet effet a été en partie compensé par un écart favorable entre le rendement réel des actifs du régime et le rendement appliqué dans nos hypothèses, ce qui a donné lieu à une perte de 154,7 millions de dollars découlant des réévaluations de nos régimes de retraite à prestations définies.

RESSOURCES EN CAPITAL, SITUATION FINANCIÈRE ET LIQUIDITÉS

RESSOURCES EN CAPITAL

Nous disposons de quatre sources de financement direct : les crédits parlementaires (pour les activités d'exploitation, le fonds de roulement et les dépenses en immobilisations), les revenus publicitaires, les revenus d'abonnement, et les revenus financiers et autres revenus.



Financement public (59 % des sources de financement au deuxième trimestre de 2016-2017) : Un financement public de 256,1 millions de dollars a été comptabilisé pendant le trimestre, y compris 23,1 millions de dollars attribuables à l'amortissement du financement des immobilisations différé. En mars 2016, le gouvernement fédéral a annoncé un important réinvestissement dans CBC/Radio-Canada sous la forme d'une injection supplémentaire de 75 millions de dollars en 2016-2017 et de 150 millions de dollars par an par la suite, à titre permanent. Le financement accordé au titre de l'inflation salariale reste à confirmer pour 2016-2017.

Revenus publicitaires (24 % des sources de financement au deuxième trimestre de 2016-2017) : Comprend la vente d'espace publicitaire sur nos chaînes de télévision généralistes et spécialisées et sur d'autres plateformes, dans le cadre des activités courantes mais aussi des événements. Les revenus publicitaires tirés des événements (tels que les Jeux Olympiques de Rio 2016 au deuxième trimestre) ne sont pas récurrents, mais peuvent avoir un impact significatif sur les revenus autogénérés de la Société. La proportion des revenus publicitaires tirés des activités courantes par rapport au total des revenus autogénérés et des sources de financement a diminué en raison du marché qui se détourne de plus en plus des plateformes publicitaires traditionnelles.

Bien que ça ne soit pas d'une importance significative pour nos revenus publicitaires dans l'ensemble, nous avons cessé de diffuser de la publicité sur ICI Musique et CBC Radio 2 à la suite de la décision du CRTC à cet effet.

Revenus d'abonnement (8 % des sources de financement au deuxième trimestre de 2016-2017) : Revenus d'abonnement de nos services spécialisés – CBC News Network, *documentary*, ICI EXPLORA, ICI ARTV, ICI RDI, le nouveau forfait EXTRA d'ICI Tou.tv et Curio.ca. Les revenus d'abonnement continuent d'être affectés par la tendance au désabonnement et les effets de changements récents à la réglementation instaurés par le CRTC (forfait de télévision de base abordable, petits forfaits de télévision et chaînes de télévision à la carte).

Revenus financiers et autres revenus (9 % des sources de financement au deuxième trimestre de 2016-2017) : Comprennent les revenus tirés des activités courantes et des événements, pour des activités telles que la location d'actifs immobiliers, la location d'espaces aux sites d'émetteurs, les services de diffuseur hôte, les contributions du Fonds des médias du Canada et la vente d'émissions

PLAN D'EMPRUNT

L'article 46.1 de la *Loi sur la radiodiffusion* accorde à CBC/Radio-Canada le pouvoir de contracter des emprunts ne dépassant pas 220,0 millions de dollars, ou des emprunts de tout montant supérieur autorisés par le Parlement, sous réserve de l'approbation du ministre des Finances. Le paragraphe 54(3.1) de la *Loi* stipule que notre plan d'emprunt doit être inclus dans notre plan d'entreprise. Les emprunts visant à financer le fonds de roulement sont interdits.

En vertu du paragraphe 47(1) de la *Loi sur la radiodiffusion*, la Société a la qualité de mandataire de Sa Majesté et, de ce fait, jouit des mêmes immunités, privilèges et prérogatives constitutionnels que Sa Majesté (l'État). Sa Majesté, ou l'État, est aussi entièrement responsable de toutes nos actions et décisions lorsque nous exécutons notre mandat, et elle en assume tous les risques financiers. En d'autres mots, les actifs et les passifs de la Société sont les actifs et les passifs de l'État.

SITUATION FINANCIÈRE ET LIQUIDITÉS

Pour financer nos activités d'exploitation, y compris nos besoins en capitaux afin d'évoluer dans un environnement à forte composante technologique, nous dépendons des crédits parlementaires que nous recevons du gouvernement et des revenus que nous tirons de nos activités commerciales. Nos principales sources de liquidités sont les crédits parlementaires qui nous sont versés pour financer nos activités d'exploitation, nos immobilisations et notre fonds de roulement, ainsi que nos revenus autogénérés de provenances diverses, dont la vente de publicité sur l'ensemble de nos plateformes.

Notre solde de trésorerie s'élevait à 97,5 millions de dollars au 30 septembre 2016, comparativement à 156,5 millions de dollars au 31 mars 2016. Les flux de trésorerie liés à nos activités d'exploitation, d'investissement et de financement pour le deuxième trimestre terminé le 30 septembre 2016 sont résumés dans le tableau suivant.

POSITION DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 30 septembre			Pour les six mois terminés le 30 septembre		
	2016	2015	Écart en %	2016	2015	Écart en %
Trésorerie - Début de l'exercice	83 948	99 806	(15,9)	156 465	214 884	(27,2)
Variations de la période						
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(2 005)	(5 381)	62,7	(59 028)	(95 486)	38,2
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	(3 179)	(3 322)	4,3	(28 613)	(28 645)	0,1
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	18 711	14 353	30,4	28 651	14 703	94,9
Écart net	13 527	5 650	139,4	(58 990)	(109 428)	46,1
Trésorerie - Fin de la période	97 475	105 456	(7,6)	97 475	105 456	(7,6)

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les flux de trésorerie provenant des prélèvements sur le crédit parlementaire pour les activités d'exploitation et pour le fonds de roulement.

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation du deuxième trimestre de 2016-2017 ont été inférieures de 3,4 millions de dollars (62,7 %) à celles du trimestre de comparaison de 2015-2016. Nos sorties de trésorerie ont diminué parce que nous avons prélevé 13,9 millions de dollars de plus sur le crédit d'exploitation relativement au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse des prélèvements a été en partie compensée par l'augmentation des besoins en fonds de roulement ce trimestre.

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation depuis le début de l'exercice ont été inférieures de 36,5 millions de dollars (38,2 %) à celles de l'exercice précédent. Cet écart est principalement attribuable aux prélèvements sur le crédit parlementaire qui ont été plus élevés. Au premier semestre de 2015-2016, nous avons reporté les prélèvements sur le crédit d'exploitation pour utiliser d'abord des fonds disponibles.

FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les activités de financement ont donné lieu à des sorties de trésorerie stables. Les sorties de trésorerie liées à des activités de financement présentées ci-dessus ont surtout trait :

- au paiement d'intérêts de 0,3 million de dollars pendant le trimestre et de 12,5 millions de dollars pour le premier semestre.
- au remboursement des obligations émises par la Fiducie du Centre canadien de radiodiffusion de 7,1 millions de dollars pour le premier semestre.
- au paiement d'effets à payer de 3,4 millions de dollars pour le premier semestre.
- au paiement d'obligation au titre de contrats de location-financement de 2,8 millions de dollars pendant le trimestre et de 5,6 millions de dollars pour le premier semestre.

FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement comprennent les flux de trésorerie provenant des prélèvements sur le crédit parlementaire pour le financement des immobilisations.

Les activités d'investissement ont donné lieu à des entrées de trésorerie de 18,7 millions de dollars dans le trimestre considéré, contre 14,4 millions de dollars en 2015-2016. Cet écart est principalement attribuable à une hausse des prélèvements sur le crédit parlementaire pour le financement des immobilisations de 3,5 millions de dollars.

Depuis le début de l'exercice, les entrées de trésorerie provenant des activités d'investissement ont été supérieures de 14,0 millions de dollars (94,9 %) en 2016-2017. Cet écart est principalement attribuable à une hausse des prélèvements sur le crédit parlementaire pour le financement des immobilisations de 13,5 millions de dollars cette année.

LE POINT SUR LES RISQUES

En tant que radiodiffuseur public national du Canada, CBC/Radio-Canada occupe une place importante au sein du système canadien de radiodiffusion et fait face à des risques uniques sur le plan de la planification et de l'exploitation. Comme tous les radiodiffuseurs, nous devons nous adapter aux changements technologiques, à l'évolution démographique et aux exigences changeantes des consommateurs, ainsi qu'aux changements structurels qui surviennent dans l'industrie. Ayant en vertu de la loi le mandat de servir tous les Canadiens, CBC/Radio-Canada doit composer également avec les attentes du public et des défis financiers uniques.

CBC/Radio-Canada a pour politique de concevoir, de mettre en œuvre et d'appliquer un cadre de gestion des risques afin de s'assurer que les risques et les possibilités qui touchent nos stratégies, nos objectifs et nos activités sont déterminés, évalués et gérés de façon appropriée.

Outre les points décrits ci-dessous, notre profil de risque n'a subi aucun changement important depuis la fin de l'exercice précédent. Pour un examen plus approfondi des risques, des conséquences possibles et des mesures d'atténuation, veuillez vous reporter au [Rapport annuel de 2015-2016](#).

REPLACEMENT ET OPTIMISATION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER

Les propositions pour la dernière phase du projet de modernisation de la Maison de Radio-Canada à Montréal ont été reçues et analysées. L'immeuble actuel et le terrain ont été vendus à l'entreprise Groupe Mach. Le contrat de construction de la nouvelle Maison de Radio-Canada a été accordé au groupe Broccolini. Les deux transactions devront être approuvées par le Conseil du Trésor du Canada.

RELATIONS ET NÉGOCIATIONS AVEC LES SYNDICATS

Le 9 septembre 2016, CBC/Radio-Canada et l'AR se sont entendues pour retirer tous leurs litiges en cours devant le Conseil canadien des relations industrielles (CCRI) et la Cour d'appel fédérale. Une entente de principe est survenue le 10 novembre 2016. L'AR convoquera une assemblée générale pour présenter et soumettre l'entente de principe au vote des membres.

Les négociations avec le SCRC se poursuivent.

Les négociations entre CBC/Radio-Canada et l'Association des professionnels et des superviseurs (APS) ont pris fin le 23 juin 2016. Après un vote de ratification, les parties en sont arrivées à une entente.



Véhicule électrique du parc automobile de CBC/Radio-Canada à Québec

PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

NORMES COMPTABLES FUTURES

Des informations relatives aux changements comptables qui prendront effet pendant l'exercice 2016-2017 et aux prises de position comptables publiées qui entreront en vigueur dans les années à venir sont présentées à la note 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS IMPORTANTS

Le compte rendu de notre situation financière et de notre résultat d'exploitation repose sur nos états financiers consolidés résumés intermédiaires, qui ont été préparés conformément à la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Les principales estimations comptables et les jugements importants sont présentés dans les différentes notes de nos états financiers consolidés annuels.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

PARTICIPATION DANS UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

Aucun changement important n'a été apporté à notre participation dans SiriusXM pendant la période considérée.

TRANSACTIONS AVEC DES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES

Comme il est indiqué à la note 10, nous avons versé des cotisations à titre d'employeur à nos régimes à prestations définies, auxquels nous avons également fourni des services de gestion et d'administration.

DÉCLARATION DE LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION PAR LES CADRES SUPÉRIEURS

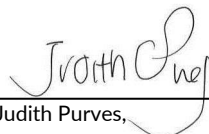
La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels consolidés conformément à la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels consolidés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels consolidés.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels consolidés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels consolidés



Hubert T. Lacroix,

Président-directeur général



Judith Purves,

Vice-présidente principale et
chef de la direction financière

Ottawa, Canada

Le 23 novembre 2016



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Rapport financier du deuxième trimestre 2016-2017

TABLE DES MATIÈRES – ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES (NON AUDITÉ)

	Pages
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	24
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DU RÉSULTAT	25
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DU RÉSULTAT GLOBAL.....	26
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES.....	27
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE	28
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 2016.....	29
1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	29
2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES.....	29
3. CHANGEMENTS NOUVEAUX ET FUTURS DE MÉTHODES COMPTABLES	30
4. CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES	31
5. PROGRAMMATION	32
6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	33
7. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	34
8. PARTICIPATION DANS UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE	35
9. PROVISIONS	36
10. PASSIFS AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL	36
11. REVENUS.....	39
12. FINANCEMENT PUBLIC.....	39
13. VARIATIONS DU FONDS DE ROULEMENT	40
14. INSTRUMENTS FINANCIERS	41
15. PARTIES LIÉES	42
16. ENGAGEMENTS	43
17. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS	43

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ)

	NOTE	30 septembre 2016	31 mars 2016
ACTIF			
Courant			
Trésorerie		97 475	156 465
Créances clients et autres créances	4	177 200	136 370
Programmation	5	308 794	237 827
Stock de marchandisage		44	258
Charges payées d'avance		33 292	38 568
Billets à recevoir		2 745	2 651
Investissement dans un contrat de location-financement		3 064	2 960
Instruments financiers dérivés	14	151	151
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	6	2 342	3 483
		625 107	578 733
Non courant			
Immobilisations corporelles	6	860 940	885 069
Immobilisations incorporelles	7	28 731	28 757
Actifs sous contrats de location-financement		16 822	20 596
Actif au titre du régime de retraite	10	-	145 406
Programmation	5	99 610	107 629
Billets à recevoir		39 492	40 877
Investissement dans un contrat de location-financement		42 861	44 419
Charges différées		18 209	17 274
Participation dans une entreprise associée	8	2 362	2 496
		1 109 027	1 292 523
TOTAL DE L'ACTIF		1 734 134	1 871 256
PASSIF			
Courant			
Créditeurs et charges à payer		80 019	112 512
Provisions	9	28 453	24 556
Passif au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	10	107 728	121 561
Passif de programmation		15 151	15 151
Dette obligataire		22 589	22 269
Obligations au titre de contrats de location-financement		11 885	11 476
Effets à payer		8 618	8 523
Revenus différés		24 913	25 729
Crédit parlementaire d'exploitation reporté	12	71 038	-
Instruments financiers dérivés	14	14	159
		370 408	341 936
Non courant			
Revenus différés		22 570	32 851
avantages du personnel	10	273 831	239 651
Passif de programmation		26 802	33 184
Dette obligataire		229 249	236 851
Obligations au titre de contrats de location-financement		10 526	16 581
Effets à payer		90 298	93 784
Financement des immobilisations différé	12	536 068	531 295
		1 189 344	1 184 197
Capitaux propres			
Résultats non distribués		173 874	344 628
Total des capitaux propres attribuables à la Société		173 874	344 628
Participations ne donnant pas le contrôle		508	495
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		174 382	345 123
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		1 734 134	1 871 256

Engagements (NOTE 16)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DU RÉSULTAT (NON AUDITÉ)

	NOTE	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
		2016	2015	2016	2015
REVENUS	11				
Publicité		103 656	55 111	157 753	112 109
Revenus d'abonnement		32 930	33 981	66 042	67 298
Autres revenus		37 925	50 790	62 797	76 238
Revenus financiers		2 314	2 475	4 839	5 233
		176 825	142 357	291 431	260 878
DÉPENSES					
Coûts des services de télévision, de radio et des services numériques		405 116	348 972	733 711	687 565
Coûts de transmission, distribution et collecte		16 564	17 021	33 428	34 059
Administration nationale		2 339	2 190	4 899	4 715
Paievements aux stations privées		211	343	424	934
Charges financières		6 512	6 803	13 332	14 235
Quote-part du résultat de l'entreprise associée	8	(456)	(1 371)	(1 237)	(2 742)
		430 286	373 958	784 557	738 766
Perte d'exploitation avant financement public et éléments hors exploitation		(253 461)	(231 601)	(493 126)	(477 888)
FINANCEMENT PUBLIC	12				
Crédit parlementaire pour les activités d'exploitation		231 962	218 042	430 962	362 042
Crédit parlementaire pour le fonds de roulement		1 000	1 000	2 000	2 000
Amortissement du financement des immobilisations différé		23 101	23 748	46 227	47 911
		256 063	242 790	479 189	411 953
Résultat net avant éléments hors exploitation		2 602	11 189	(13 937)	(65 935)
ÉLÉMENTS HORS EXPLOITATION					
Gain (perte) sur la sortie d'immobilisations corporelles et incorporelles		(719)	1 105	(2 121)	2 175
		(719)	1 105	(2 121)	2 175
Résultat net de la période		1 883	12 294	(16 058)	(63 760)
Résultat net attribuable :					
À la Société		1 869	12 257	(16 071)	(63 816)
Aux participations ne donnant pas le contrôle		14	37	13	56
		1 883	12 294	(16 058)	(63 760)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DU RÉSULTAT GLOBAL (NON AUDITÉ)

	NOTE	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
		2016	2015	2016	2015
RÉSULTAT GLOBAL					
Résultat net de la période		1 883	12 294	(16 058)	(63 760)
Autres éléments du résultat global - non reclassés ultérieurement dans le résultat net					
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	10	(101 213)	(46 252)	(154 683)	135 253
Total du résultat global de la période		(99 330)	(33 958)	(170 741)	71 493
Total du résultat global attribuable :					
À la Société		(99 344)	(33 995)	(170 754)	71 437
Aux participations ne donnant pas le contrôle		14	37	13	56
		(99 330)	(33 958)	(170 741)	71 493

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (NON AUDITÉ)

Pour les trois mois terminés le 30 septembre 2016

	NOTE	Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 30 juin 2016		273 218	495	273 713
Variations de la période				
Résultat net de la période		1 869	14	1 883
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	10	(101 213)	-	(101 213)
Total du résultat global pour la période		(99 344)	14	(99 330)
Distributions aux actionnaires sans contrôle		-	(1)	(1)
Solde au 30 septembre 2016		173 874	508	174 382

Pour les trois mois terminés le 30 septembre 2015

	NOTE	Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 30 juin 2015		481 408	560	481 968
Variations de la période				
Résultat net de la période		12 257	37	12 294
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	10	(46 252)	-	(46 252)
Total du résultat global pour la période		(33 995)	37	(33 958)
Distributions aux actionnaires sans contrôle		-	(146)	(146)
Solde au 30 septembre 2015		447 413	451	447 864

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2016

	NOTE	Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 31 mars 2016		344 628	495	345 123
Variations de la période				
Résultat net de la période		(16 071)	13	(16 058)
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	10	(154 683)	-	(154 683)
Total du résultat global pour la période		(170 754)	13	(170 741)
Distributions aux actionnaires sans contrôle		-	-	-
Solde au 30 septembre 2016		173 874	508	174 382

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2015

	NOTE	Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 31 mars 2015		375 976	541	376 517
Variations de la période				
Résultat net de la période		(63 816)	56	(63 760)
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	10	135 253	-	135 253
Total du résultat global pour la période		71 437	56	71 493
Distributions aux actionnaires sans contrôle		-	(146)	(146)
Solde au 30 septembre 2015		447 413	451	447 864

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉ)

	NOTE	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
		2016	2015	2016	2015
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES (AFFECTÉS AUX)					
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES					
Résultat net de la période		1 883	12 294	(16 058)	(63 760)
Ajustements :					
(Gain) perte sur la sortie d'immobilisations corporelles et incorporelles	6, 7	719	(1 105)	2 121	(2 175)
Revenus financiers		(2 314)	(2 475)	(4 839)	(5 233)
Charges financières financiers désignés comme des actifs financiers à la juste valeur	14	6 512	6 803	13 332	14 235
Amortissement des immobilisations corporelles	6	(164)	(412)	(145)	(226)
Amortissement des immobilisations incorporelles	7	25 136	25 758	50 403	51 547
Amortissement d'actifs sous contrat de location-financement		1 587	1 695	3 178	3 331
Quote-part du résultat de l'entreprise associée	8	1 898	1 899	3 774	3 797
Variation des charges différées		(456)	(1 371)	(1 237)	(2 742)
Variation de l'actif de programmation [non courant]	5	88	209	(935)	556
Variation du passif de programmation [non courant]	5	3 269	44 939	9 011	51 038
Amortissement du financement des immobilisations différé	12	(2 375)	(1 579)	(6 922)	(6 814)
Variation du crédit parlementaire d'exploitation reporté	12	(23 101)	(23 748)	(46 227)	(47 911)
Variation des revenus différés [non courant]		71 038	18 458	71 038	18 458
Variation de l'actif du régime de retraite [non courant]	10	(4 442)	(5 181)	(10 778)	(12 020)
Variation des passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel [courant]	10	84 007	66 081	145 406	(86 819)
Variation des passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel [non courant]	10	(5 582)	(7 512)	2 916	2 505
Accroissement des billets à recevoir		(73 246)	(48 302)	(120 503)	122 480
		(6)	(5)	(11)	(10)
Variations du fonds de roulement	13	(86 456)	(91 827)	(152 552)	(135 723)
		(2 005)	(5 381)	(59 028)	(95 486)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT					
Remboursement des obligations au titre de contrats de location-financement		(2 846)	(2 663)	(5 645)	(5 211)
Remboursement de la dette obligataire		-	-	(7 060)	(6 557)
Remboursement d'effets à payer		-	-	(3 367)	(3 214)
Distributions aux actionnaires sans contrôle		(1)	(146)	-	(146)
Intérêts payés		(332)	(513)	(12 541)	(13 517)
		(3 179)	(3 322)	(28 613)	(28 645)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT					
Crédit parlementaire pour le financement des immobilisations	12	31 000	27 501	51 000	37 501
Acquisition d'immobilisations corporelles	6	(13 186)	(18 093)	(25 180)	(36 351)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	7	(2 615)	(2 752)	(5 531)	(6 437)
Produit net de la vente d'immobilisations corporelles		209	2 946	305	10 274
Recouvrement des billets à recevoir		650	605	1 289	1 202
Recouvrement de créances au titre de contrats de location-financement		690	643	1 367	1 274
Dividendes reçus	8	-	1 371	1 371	2 742
Intérêts reçus		1 963	2 132	4 030	4 498
		18 711	14 353	28 651	14 703
Variation de la trésorerie		13 527	5 650	(58 990)	(109 428)
Trésorerie, début de la période		83 948	99 806	156 465	214 884
Trésorerie, fin de la période		97 475	105 456	97 475	105 456

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 2016 (NON AUDITÉ)

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

CBC/Radio-Canada (la Société) a été constituée en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion* de 1936. Société d'État fédérale domiciliée au Canada, la Société est un mandataire de Sa Majesté, et tous ses actifs et passifs sont ceux de l'État. Son siège social est situé au 181, rue Queen, Ottawa (Ontario) K1P 1K9.

La Société rend compte de ses activités au Parlement par l'entremise du ministre du Patrimoine canadien. Conformément au paragraphe 85(1.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, elle n'est pas visée par certains articles des sections I à IV de la partie X de cette *Loi*.

À titre de radiodiffuseur public national, la Société offre, dans les deux langues officielles, des services de radio, des services de télévision et des services numériques présentant une programmation principalement et typiquement canadienne, afin de refléter la globalité canadienne et de rendre compte de la diversité régionale du pays, à l'intention des auditoires nationaux et régionaux.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

A. DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

La Société a préparé les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* qui exige de la plupart des sociétés d'État mères qu'elles établissent et rendent public un rapport financier trimestriel conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires répondent également aux exigences de la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptée par le Conseil des normes comptables (CNC).

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires n'ont pas été audités ou révisés par l'auditeur externe de la Société. Ils ont été approuvés pour publication par le Conseil d'administration le 23 novembre 2016.

B. BASE DE PRÉPARATION

Base de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires sont des états résumés, comme le permet IAS 34. À ce titre, ils ne comprennent pas l'intégralité des informations requises dans un jeu complet d'états financiers. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont destinés à actualiser les informations fournies dans le plus récent jeu complet d'états financiers consolidés annuels audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2016. En conséquence, ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice terminé à cette date.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis selon une comptabilité au coût historique, sauf autorisation contraire des IFRS et indication contraire aux présentes notes.

Les méthodes comptables appliquées dans la préparation de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires sont conformes à celles qui ont été indiquées dans les états financiers consolidés annuels audités de la Société, sauf en ce qui concerne les méthodes prévues pour l'application des nouvelles normes, modifications et interprétations à compter du nouvel exercice de la Société le 1^{er} avril 2016. À moins d'indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées uniformément à toutes les périodes considérées.

Saisonnalité

Exclusion faite des crédits parlementaires, environ 50 % des revenus autogénérés de la Société proviennent de revenus publicitaires ayant tendance à suivre un cycle saisonnier, ceux du deuxième trimestre étant habituellement les moins élevés en raison de la baisse des cotes d'écoute durant la saison estivale. Les revenus publicitaires tendent également à varier en fonction des conditions du marché et de l'économie en général ainsi qu'en fonction de la grille de programmation. Par opposition, les revenus d'abonnement sont plus stables d'un trimestre à l'autre. Les dépenses d'exploitation tendent également à suivre un cycle saisonnier lié aux variations de la grille de programmation.

Sources principales d'incertitude relative aux estimations et jugements importants

Pour préparer les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires, la direction doit faire des estimations, formuler des hypothèses et porter des jugements qui ont une incidence sur la valeur des actifs et des passifs comptabilisés à la date de ces états, ainsi que sur la valeur des revenus et des charges présentés dans la période. Elle doit également fournir toutes les informations s'y rapportant.

La direction revoit régulièrement les estimations et tout changement est comptabilisé de façon prospective et inclus dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat de la période du changement, si le changement ne concerne que cette période, ou de la période du changement et des périodes ultérieures, si celles-ci sont également concernées par le changement. Les chiffres réels pourraient différer de façon importante de ces estimations. De même, les jugements importants sont revus à chaque période de présentation de l'information financière.

Les principales estimations ou les jugements importants de la Société n'ont fait l'objet d'aucun changement depuis la publication des derniers états financiers consolidés annuels audités de la Société au 31 mars 2016.

3. CHANGEMENTS NOUVEAUX ET FUTURS DE MÉTHODES COMPTABLES

A. ADOPTION DE NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE NOUVELLES ET RÉVISÉES

La Société a adopté et appliqué la nouvelle prise de position suivante publiée par l'IASB le 1^{er} avril 2016.

NORME	DESCRIPTION	INCIDENCE	ENTRÉE EN VIGUEUR
Modifications à IAS 1 <i>Présentation des états financiers - Initiative concernant les informations à fournir</i>	Modifications publiées pour améliorer la présentation des états financiers et la communication d'informations dans les états, dans le but de réduire la quantité d'informations non significatives fournies par voie de notes.	L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence notable.	1 ^{er} janvier 2016, application prospective

B. CHANGEMENTS FUTURS DE MÉTHODES COMPTABLES

L'IASB a publié de nouvelles normes et des modifications aux normes publiées mais non encore entrées en vigueur (et donc non appliquées au 30 septembre 2016) susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société à une période ultérieure. À la date des présents états financiers, la Société ne prévoit pas appliquer par anticipation les normes et modifications suivantes :

NORME	DESCRIPTION	INCIDENCE	ENTRÉE EN VIGUEUR
IFRS 9 <i>Instruments financiers</i>	Norme remplaçant IAS 39, <i>Instruments financiers : comptabilisation et évaluation</i> , et toutes les versions antérieures d'IFRS 9. Classement, évaluation et communication des instruments financiers d'une entité selon son mode de gestion de ses instruments financiers dans le cadre de son modèle économique et selon les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ses actifs et passifs financiers. Comprend un modèle unique et prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues et une approche sensiblement réformée de la comptabilité de couverture.	L'adoption d'IFRS 9 ne devrait pas entraîner de changement important dans le classement et l'évaluation des instruments financiers de la Société. Cette dernière évalue l'incidence du nouveau modèle de dépréciation sur ses processus et ses états financiers, particulièrement en ce qui concerne la dépréciation des créances clients.	1 ^{er} janvier 2018, application rétrospective sous réserve de certaines exceptions
IFRS 15 <i>Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients</i> et clarification d'IFRS 15 <i>Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients</i>	Norme remplaçant IAS 18, <i>Produits des activités ordinaires</i> , et IAS 11, <i>Contrats de construction</i> , et les interprétations afférentes dès son entrée en vigueur. Elle renferme des directives sur la comptabilisation des produits tirés de contrats conclus avec des clients, y compris les accords de prestations multiples et les transactions qui n'avaient pas été complètement traitées auparavant, et améliore les informations à fournir sur les produits. En vertu de cette nouvelle norme, une entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires au moment où elle transfère les biens et les services à un client, et selon un montant correspondant à la contrepartie qu'elle prévoit recevoir du client. Les biens ou les services sont transférés lorsque le client en obtient le contrôle. Communication de nombreuses informations qualitatives et quantitatives nouvelles pour aider les utilisateurs des états financiers à comprendre la nature, le montant, le calendrier et le degré d'incertitude des produits des activités ordinaires.	La Société a terminé d'évaluer les principales incidences comptables pour chaque source importante de revenus, et elle commencera à les quantifier au début de 2017 pour évaluer leur importance relative.	1 ^{er} janvier 2018, application rétrospective incluant certaines mesures de simplification
IFRS 16 <i>Contrats de location</i>	Norme remplaçant IAS 17, <i>Contrats de location</i> , et les interprétations afférentes. Élimination de la distinction entre les contrats de location-financement et les contrats de location simple du point de vue du preneur, de sorte que tous les contrats de location sont traités comme des contrats de location-financement en application d'IAS 17. Devrait entraîner une augmentation des actifs loués et des passifs financiers. Du point de vue du bailleur, le traitement comptable demeure essentiellement le même et la distinction entre contrats de location-financement et contrats de location simple reste inchangée.	La Société entreprend un examen de la norme pour déterminer son incidence potentielle.	1 ^{er} janvier 2019, application rétrospective incluant certaines mesures de simplification
Modifications à IAS 7 <i>Tableau des flux de trésorerie</i>	Modifications publiées portant sur l'obligation de rapprocher les soldes d'ouverture et de clôture de chaque poste pour lequel des flux de trésorerie ont été ou seraient classés comme des flux de trésorerie liés aux activités de financement, à l'exclusion des postes de capitaux propres.	La Société prévoit que l'adoption de cette norme n'aura pas d'incidence notable.	1 ^{er} janvier 2017, application prospective

4. CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

	30 septembre 2016	31 mars 2016
Créances clients	163 298	123 121
Provision pour créances douteuses	(199)	(2 058)
<u>Autres</u>	<u>14 101</u>	<u>15 307</u>
	177 200	136 370

Les créances clients ci-dessus comprennent des créances (voir tableau A ci-dessous) en souffrance à la fin de la période de présentation de l'information financière et pour lesquelles la Société n'a comptabilisé aucune provision pour créances douteuses parce qu'il n'y a pas eu de changement important dans la solvabilité du débiteur et qu'elle estime être encore en mesure de recouvrer les sommes dues.

L'augmentation des créances clients depuis le 31 mars 2016 est principalement attribuable à la hausse des créances publicitaires liées aux Jeux Olympiques de Rio en août 2016 qui restent à percevoir.

A. ANCIENNETÉ DES CRÉANCES CLIENTS EN SOUFFRANCE, MAIS NON DÉPRÉCIÉES

	30 septembre 2016	31 mars 2016
31 à 60 jours	66 836	35 314
61 à 90 jours	12 724	673
Plus de 90 jours	9 514	13 874
Total	89 074	49 861

B. VARIATION DE LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES

	30 septembre 2016	31 mars 2016
Solde d'ouverture	(2 058)	(2 683)
Montants irrécouvrables sortis pendant la période	1 727	571
Reprises de pertes de valeur comptabilisées sur les créances	152	1 113
Augmentation nette de la provision pour tenir compte des nouvelles dépréciations	(20)	(1 059)
Solde à la fin de la période	(199)	(2 058)

5. PROGRAMMATION

A. PROGRAMMATION PAR CATÉGORIE

	30 septembre 2016	31 mars 2016
Émissions achevées	73 213	61 076
Émissions en cours de production	167 299	63 524
Droits de diffusion des émissions disponibles pour diffusion au cours des douze prochains mois	68 282	113 227
	308 794	237 827
Droits de diffusion des émissions non disponibles pour diffusion au cours des douze prochains mois	99 610	107 629
	408 404	345 456

B. VARIATION DE LA PROGRAMMATION

	30 septembre 2016	31 mars 2016
Solde d'ouverture	345 456	310 290
Acquisitions	568 210	990 842
Émissions diffusées	(505 262)	(955 676)
Solde à la fin de la période	408 404	345 456

Les sorties au titre de la programmation incluses sous la ligne « Émissions diffusées » du tableau ci-dessus représentent, pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2016, respectivement 0,4 million de dollars (0,5 million de dollars en 2015) et 0,6 million de dollars (0,8 million de dollars en 2015). Elles sont essentiellement le fait de projets abandonnés, d'émissions qui ne se prêtent pas à la télédiffusion, ou encore d'émissions pilotes qui ne donnent pas lieu à une série.

6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

A. COÛT ET AMORTISSEMENT CUMULÉ

	Terrains	Immeubles	Améliorations locatives	Équipement technique	Autres	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2016	174 306	555 422	63 878	1 075 623	147 203	39 970	2 056 402
Acquisitions	-	12	-	4 982	2 088	18 098	25 180
Transferts (Référer à la note 7)	-	2 718	343	18 284	5 380	(24 348)	2 377
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	(16)	(204)	-	-	-	-	(220)
Sorties et amortissements complets	5	(1 143)	-	(19 087)	(3 085)	(30)	(23 340)
Coût au 30 septembre 2016	174 295	556 805	64 221	1 079 802	151 586	33 690	2 060 399
Amortissement cumulé au 31 mars 2016	-	(234 131)	(32 799)	(796 491)	(107 912)	-	(1 171 333)
Amortissement pour la période	-	(15 514)	(1 865)	(27 128)	(5 896)	-	(50 403)
Reclassement de l'amortissement des actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	205	-	-	-	-	205
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	-	937	-	18 125	3 010	-	22 072
Amortissement cumulé au 30 septembre 2016	-	(248 503)	(34 664)	(805 494)	(110 798)	-	(1 199 459)
Valeur comptable nette au 30 septembre 2016	174 295	308 302	29 557	274 308	40 788	33 690	860 940

	Terrains	Immeubles	Améliorations locatives	Équipement technique	Autres	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2015	174 552	553 585	53 253	1 129 557	139 591	42 034	2 092 572
Acquisitions	-	10	-	11 390	4 998	76 240	92 638
Transferts (Référer à la note 7)	6	14 237	10 625	46 746	11 588	(78 304)	4 898
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	(257)	(5 472)	-	-	-	-	(5 729)
Sorties et amortissement complets	5	(6 938)	-	(112 070)	(8 974)	-	(127 977)
Coût au 31 mars 2016	174 306	555 422	63 878	1 075 623	147 203	39 970	2 056 402
Amortissement cumulé au 31 mars 2015	-	(209 726)	(28 864)	(847 406)	(103 824)	-	(1 189 820)
Amortissement pour la période	-	(30 461)	(3 935)	(56 097)	(11 749)	-	(102 242)
Reclassement de l'amortissement des actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	2 790	-	-	-	-	2 790
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	-	3 266	-	107 012	7 661	-	117 939
Amortissement cumulé au 31 mars 2016	-	(234 131)	(32 799)	(796 491)	(107 912)	-	(1 171 333)
Valeur comptable nette au 31 mars 2016	174 306	321 291	31 079	279 132	39 291	39 970	885 069

Les engagements contractuels relatifs à l'acquisition d'immobilisations corporelles s'établissent à 46,7 millions de dollars au 30 septembre 2016 (21,0 millions de dollars au 31 mars 2016).

B. DÉPRÉCIATION ET AUTRES CHARGES

Pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2016, une perte de valeur de 0,3 million de dollars (zéro en 2015) et de 1,2 million de dollars (zéro en 2015) respectivement a été comptabilisée au titre de certains actifs classés comme détenus en vue de la vente dans l'État consolidé résumé du résultat. Aucune perte de valeur n'a été reprise pendant les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2016 (zéro en 2015).

C. ACTIFS CLASSÉS COMME DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

En conformité avec le plan financier de la Société qui prévoit notamment la réduction de son empreinte immobilière, plusieurs actifs immobiliers étaient classés, à des fins comptables au 30 septembre 2016, comme détenus en vue de la vente, pour une valeur comptable totale de 2,3 millions de dollars (3,5 millions de dollars au 31 mars 2016). Ces actifs devraient être vendus individuellement au cours des douze prochains mois.

D. SORTIES

Aucune immobilisation corporelle n'a fait l'objet d'une sortie importante au deuxième trimestre de 2016-2017.

D'autres pertes et gains nets pendant la période de trois mois terminée le 30 septembre 2016 sont attribuables à la sortie ou au remplacement d'équipements dans le cycle normal de renouvellement des actifs de la Société.

7. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Logiciels développés à l'interne	Logiciels acquis	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2016	140 760	32 191	12 903	185 854
Acquisitions	-	229	5 302	5 531
Transferts (Référer à la note 6)	557	1 918	(4 852)	(2 377)
Sorties et amortissements complets	-	(46)	-	(46)
Coût au 30 septembre 2016	141 317	34 292	13 353	188 962
Amortissement cumulé au 31 mars 2016	(137 827)	(19 270)	-	(157 097)
Amortissement pour la période	(668)	(2 510)	-	(3 178)
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	-	44	-	44
Amortissement cumulé au 30 septembre 2016	(138 495)	(21 736)	-	(160 231)
Valeur comptable nette au 30 septembre 2016	2 822	12 556	13 353	28 731

	Logiciels développés à l'interne	Logiciels acquis	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2015	140 594	26 602	9 499	176 695
Acquisitions	-	251	14 902	15 153
Transferts (Référer à la note 6)	681	5 919	(11 498)	(4 898)
Sorties et amortissements complets	(515)	(581)	-	(1 096)
Coût au 31 mars 2016	140 760	32 191	12 903	185 854
Amortissement cumulé au 31 mars 2015	(137 090)	(14 281)	-	(151 371)
Amortissement pour la période	(1 252)	(5 132)	-	(6 384)
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	515	143	-	658
Amortissement cumulé au 31 mars 2016	(137 827)	(19 270)	-	(157 097)
Valeur comptable nette au 31 mars 2016	2 933	12 921	12 903	28 757

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée ou reprise pendant les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2016 (zéro en 2015).

8. PARTICIPATION DANS UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

Sirius XM Canada Holdings Inc. (SiriusXM), une entreprise de radio par satellite située et domiciliée au Canada, offre à la population canadienne des contenus diversifiés par abonnement, dont six chaînes qui diffusent la programmation de la Société.

La date de clôture de l'exercice de SiriusXM est le 31 août et ne coïncide pas avec celle de la Société. La norme IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, prescrit que l'écart entre la date de clôture d'une entreprise associée et celle de l'investisseur ne doit pas être supérieur à trois mois. Conformément à cette exigence, la Société a inclus les résultats intermédiaires de SiriusXM qui lui reviennent dans ses résultats pour la période allant jusqu'au 31 août 2016, en phase avec les dernières informations fournies par SiriusXM qui peuvent être rendues publiques. IAS 28 prescrit également un ajustement au résultat pour toute transaction importante qui survient pendant la période en question. Aucun rajustement de ce type n'a été nécessaire pour le trimestre terminé le 30 septembre 2016 (aucun en 2015).

Le tableau suivant résume l'information financière sur la participation de la Société dans l'entité émettrice (SiriusXM) comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence au 30 septembre :

	Participation ⁽¹⁾		Droit de vote		Juste valeur ⁽²⁾		Valeur comptable		Dividendes reçus ⁽³⁾	
	30 septembre 2016	31 mars 2016	30 septembre 2016	31 mars 2016	30 septembre 2016	31 mars 2016	30 septembre 2016	31 mars 2016	30 septembre 2016	30 septembre 2015
	SiriusXM	10,15 %	10,15 %	9,63 %	9,64 %	62,2 M\$	60,5 M\$	2 362	2 496	1,4 M\$

⁽¹⁾ Au 30 septembre 2016, la société détenait 13 056 787 actions à droit de vote subalterne de catégorie A de SiriusXM.

⁽²⁾ La valeur cotée (juste valeur) était basée sur des prix cotés non rajustés sur les marchés actifs (niveau 1).

⁽³⁾ La politique de distribution de SiriusXM prévoit le versement de dividendes trimestriels et, selon le bon vouloir de l'entreprise, de dividendes spéciaux. Pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2016, SiriusXM n'a pas versé de dividendes spéciaux (aucun en 2015).

Les informations financières résumées ci-dessus sont rapprochées avec les valeurs comptables de SiriusXM figurant dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière, comme suit :

	30 septembre 2016	31 mars 2016
Solde d'ouverture	2 496	-
Quote-part du résultat de l'entreprise associée ⁽¹⁾	1 237	7 980
Dividendes reçus ⁽¹⁾	(1 371)	(5 484)
Solde à la fin de la période	2 362	2 496

⁽¹⁾ Les dividendes reçus pendant les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2016 ont totalisé zéro (1,4 million en 2015) et 1,4 million (2,7 millions en 2015). Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2016, un gain sur la quote-part de 1,2 M\$ a été comptabilisé et les dividendes reçus de 1,4 million de dollars ont réduit la valeur comptable de la participation à 2,4 millions de dollars. Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2016, l'excédent des dividendes reçus sur la valeur comptable de la participation de 2,7 millions de dollars est comptabilisé en résultat net au poste Quote-part du résultat de l'entreprise associée.

SiriusXM n'a abandonné aucune activité. Elle n'est assujettie à aucune restriction importante en ce qui concerne le transfert de fonds à ses investisseurs.

La Société n'a aucun passif éventuel ni engagement en ce qui a trait à son entreprise associée.

Le 13 mai 2016, CBC/Radio-Canada a annoncé son intention de voter pour la transaction de recapitalisation et de privatisation dans laquelle son entreprise associée, SiriusXM, s'était engagée. Ainsi, la Société vendrait sa participation de 10,15 % au prix de 4,50 \$ l'action, ce qui lui rapporterait environ 58 millions de dollars. La transaction devrait être finalisée en 2016-2017, sous réserve de l'obtention de certaines approbations réglementaires, notamment du CRTC. Il n'y a eu aucun changement dans les termes de cette transaction à la date du présent rapport.

9. PROVISIONS

	Réclamations et poursuites	Environnemental	Coûts de restructuration		Total
			Indemnités de cessation d'emploi		
Solde d'ouverture	24 196	343	17		24 556
Provisions supplémentaires comptabilisées	6 600	128	360		7 088
Provisions utilisées	(2 222)	-	-		(2 222)
Réductions découlant d'une réévaluation ou d'un règlement sans coût	(952)	-	(17)		(969)
Solde à la fin de la période	27 622	471	360		28 453

Diverses réclamations ont été formulées ou des poursuites ont été intentées contre la Société. Dans certains cas, leurs auteurs demandent des dédommagements pécuniaires élevés ou d'autres redressements qui pourraient entraîner des dépenses importantes. Les enjeux portent principalement sur des tarifs de droits d'auteur, des griefs et d'autres litiges.

Bien des incertitudes entourent les poursuites, et le résultat de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Les réclamations dont l'issue est incertaine, qui pourraient donner lieu à des sorties de ressources ou qui ne sont pas mesurables, sont réputées être des éventualités et ne sont pas comptabilisées dans les états financiers consolidés de la Société. Les réclamations pour lesquelles il est peu probable que des sorties de trésorerie seront effectuées sont également réputées être des éventualités.

Au 30 septembre 2016, la Société avait constitué des provisions d'une valeur de 27,6 millions de dollars (24,2 millions de dollars au 31 mars 2016) au chapitre des litiges. Lorsqu'elles peuvent être estimées, toutes les affaires sont classées comme courantes, puisque la Société s'efforce de résoudre ces cas dans les douze prochains mois.

10. PASSIFS AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL

A. ACTIFS/PASSIFS AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL

Les actifs et les passifs liés au personnel comptabilisés et présentés à l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière sont les suivants :

	Courant		Non courant	
	30 septembre 2016	31 mars 2016	30 septembre 2016	31 mars 2016
Actif au titre du régime de retraite	-	-	-	145 406
Passif au titre du régime de retraite	-	-	133 701	102 739
Avantages futurs du personnel	-	-	140 065	136 833
Indemnités de vacances	50 955	55 056	-	-
Réduction des effectifs	10 499	17 310	-	-
Passifs liés aux salaires	46 274	49 195	65	79
Total des régimes de retraite et autres avantages du personnel	107 728	121 561	273 831	239 651

	30 septembre 2016			31 mars 2016		
	Régime de retraite capitalisé	Régimes de retraite non capitalisés	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régime de retraite capitalisé	Régimes de retraite non capitalisés	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Juste valeur des actifs du régime	6 836 045	-	-	6 456 327	-	-
Obligation au titre des prestations définies (Passif) actif net lié à l'obligation au titre des prestations définies	6 859 101	110 645	140 065	6 310 921	102 739	136 833
	(23 056)	(110 645)	(140 065)	145 406	(102 739)	(136 833)

B. HYPOTHÈSES ACTUARIELLES IMPORTANTES

Comme il est indiqué à la note 15, *Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel*, des états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2016, la direction revoit ses hypothèses actuarielles à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour assurer que le passif (l'actif) net au titre des prestations définies comptabilisé dans les états financiers reflète les changements importants dans les hypothèses actuarielles et les changements importants découlant d'événements ponctuels. L'effet des changements importants dans les hypothèses actuarielles sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global en tant que réévaluation pour la période.

Hypothèses – taux annuels	30 septembre 2016	31 mars 2016
Hypothèses utilisées pour établir le coût des prestations de retraite :		
Taux d'actualisation	3,75 %	3,50 %
Hypothèses utilisées pour établir l'obligation au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel :		
Taux d'actualisation – régime de retraite	3,25 %	3,75 %
Taux d'actualisation – indemnité de cessation d'emploi	2,50 %	3,00 %
Taux d'actualisation – prestations d'invalidité de longue durée	2,50 %	3,00 %
Taux d'actualisation – assurance vie	3,25 %	3,75 %

C. TOTAL DES PAIEMENTS

La Société a effectué les paiements suivants au titre des prestations de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme :

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Prestations versées directement à des bénéficiaires	3 224	2 942	6 448	5 884
Cotisations habituelles de l'employeur aux régimes de retraite	16 139	13 835	28 893	27 566
Total des paiements pour les régimes à prestations définies	19 363	16 777	35 341	33 450

La capitalisation du Régime est basée sur les évaluations actuarielles qui sont faites une fois par an. Les employés doivent cotiser au Régime selon un pourcentage de leur salaire admissible. La Société complète la capitalisation, au besoin, selon les évaluations actuarielles.

D. VARIATIONS DE LA VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION AU TITRE DES PRESTATIONS DÉFINIES

	30 septembre 2016		31 mars 2016	
	Régimes de retraite	avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite	avantages postérieurs à l'emploi
Obligation au titre des prestations définies, solde d'ouverture	6 413 660	136 833	6 565 275	140 339
Coût des services rendus	52 784	2 290	125 661	5 564
Coût financier	118 802	1 970	227 795	4 049
Cotisations des employés	24 912	-	46 064	-
Réévaluations :				
Écarts actuariels découlant de changements dans les hypothèses démographiques	-	-	-	(627)
Écarts actuariels découlant de changements dans les hypothèses financières	506 755	5 420	(271 327)	(3 748)
Écarts actuariels découlant des ajustements liés à l'expérience	718	-	21 888	4 165
Prestations versées	(147 885)	(6 448)	(301 696)	(12 909)
Obligation au titre des prestations définies, fin de la période	6 969 746	140 065	6 413 660	136 833

E. VARIATIONS DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME

	30 septembre 2016		31 mars 2016	
	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Juste valeur des actifs du régime, solde d'ouverture	6 456 327	-	6 648 816	-
Frais d'administration (autres que les coûts de gestion des placements)	(3 246)	-	(6 160)	-
Revenus d'intérêts tirés des actifs du régime de retraite	119 098	-	229 510	-
Rendement des actifs du régime de retraite, à l'exclusion des revenus d'intérêts	357 946	-	(216 370)	-
Cotisations des employés	24 912	-	46 064	-
Cotisations de la Société	28 893	6 448	56 163	12 909
Prestations versées	(147 885)	(6 448)	(301 696)	(12 909)
Juste valeur des actifs du régime, fin de la période	6 836 045	-	6 456 327	-

F. COÛTS DU RÉGIME À PRESTATIONS DÉFINIES

Montants comptabilisés en résultat global

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Coût des services rendus	27 537	32 661	55 074	65 322
Frais d'administration (autres que les coûts de gestion des placements)	1 623	1 540	3 246	3 080
Coût financier de l'obligation au titre des prestations définies	60 386	57 902	120 772	115 804
Revenus d'intérêts tirés des actifs du régime de retraite	(59 549)	(57 378)	(119 098)	(114 756)
Autres	134	(162)	264	(326)
Charge comptabilisée en résultat net	30 131	34 563	60 258	69 124
Réévaluations comptabilisées en autres éléments du résultat global	101 213	46 252	154 683	(135 253)
Total	131 344	80 815	214 941	(66 129)

Les résultats non distribués comprennent des gains actuariels cumulatifs de 245,4 millions de dollars au 30 septembre 2016 (gains de 400,1 millions de dollars au 31 mars 2016).

Charge comptabilisée en résultat net

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Coûts des services de télévision, de radio et des services numériques	28 926	33 181	57 848	66 359
Coûts de transmission, distribution et collecte	904	1 037	1 808	2 074
Administration nationale	301	345	602	691
Total	30 131	34 563	60 258	69 124

11. REVENUS

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Publicité	103 656	55 111	157 753	112 109
Revenus d'abonnement	32 930	33 981	66 042	67 298
Location d'immeubles, de pylônes de transmission, d'installations et de services	10 498	11 349	20 536	21 460
Production	9 851	31 445	14 188	34 166
Programmation numérique	9 328	3 838	12 557	8 693
Droits de retransmission	752	751	1 503	1 501
Commandites d'émission	2 497	1 914	2 907	2 393
Autres services	1 551	338	2 263	1 145
Total des revenus liés à la prestation des services	171 063	138 727	277 749	248 765
Total des revenus financiers	2 314	2 475	4 839	5 233
Revenus de contrats-échanges autres que publicitaires	3 201	1 157	8 479	6 623
Gain (perte) sur taux de change	78	(420)	208	20
Gain net provenant de l'évaluation à la juste valeur d'instruments financiers	169	418	156	237
Total des revenus	176 825	142 357	291 431	260 878

12. FINANCEMENT PUBLIC

A. FINANCEMENT PUBLIC REÇU

Les crédits parlementaires approuvés et les sommes reçues par la Société sont ventilés comme suit :

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Financement des activités d'exploitation	303 000	236 500	502 000	380 500
Financement des immobilisations	31 000	27 501	51 000	37 501
Financement du fonds de roulement	1 000	1 000	2 000	2 000
	335 000	265 001	555 000	420 001

Le financement public approuvé et reçu par la Société au cours du trimestre est comptabilisé comme ci-après dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Le crédit parlementaire pour les activités d'exploitation est comptabilisé dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat. Il correspond à la différence nette entre les dépenses et les revenus autogénérés budgétés pour le trimestre.

Les budgets trimestriels sont dérivés du budget annuel approuvé par le Conseil d'administration au début de chaque exercice. Ils reflètent le financement public attendu de l'exercice ainsi que les impacts saisonniers des charges et des revenus autogénérés.

B. PRÉLÈVEMENT DIFFÉRÉ SUR LE CRÉDIT POUR LES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

	30 septembre 2016	31 mars 2016
Financement des activités d'exploitation reçu au cours de la période	502 000	928 332
Moins: Crédit parlementaire pour les activités d'exploitation comptabilisé dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat au cours de la période	(430 962)	(928 332)
Crédit parlementaire d'exploitation reporté	71 038	-

C. FINANCEMENT DES IMMOBILISATIONS DIFFÉRÉ

Le financement des immobilisations reçu est comptabilisé à titre de financement des immobilisations différé dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière et le revenu est comptabilisé à l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat de la même façon et sur les mêmes périodes que les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles auxquelles il se rapporte.

	30 septembre 2016	31 mars 2016
Solde d'ouverture	531 295	520 200
Financement public au titre des immobilisations	51 000	105 692
Amortissement du financement des immobilisations différé	(46 227)	(94 597)
Solde à la fin de la période	536 068	531 295

13. VARIATIONS DU FONDS DE ROULEMENT

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Variations du fonds de roulement sont composées de :				
Créances clients et autres créances	(50 146)	1 447	(40 905)	25 526
Actif de programmation (courant)	(6 138)	(75 994)	(70 967)	(119 297)
Stocks de marchandisage	-	31	214	17
Charges payées d'avance	2 003	933	5 276	(777)
Créditeurs et charges à payer	(2 561)	9 570	(32 493)	(10 270)
Provisions	3 227	(2 916)	3 897	(1 048)
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (courant)	(29 549)	(8 195)	(16 758)	(24 193)
Revenus différés (courant)	(3 292)	(16 703)	(816)	(5 681)
	(86 456)	(91 827)	(152 552)	(135 723)

14. INSTRUMENTS FINANCIERS

Le tableau ci-après présente les valeurs comptables et les justes valeurs des instruments financiers de la Société :

	30 septembre 2016		31 mars 2016		Note
	Valeur comptable	Juste valeur (Niveau 2)	Valeur comptable	Juste valeur (Niveau 2)	
Instruments financiers évalués à la juste valeur :					
Trésorerie	97 475	s.o.	156 465	156 465	(a)
Instruments financiers dérivés					
Options sur actions (actifs)	151	151	151	151	(c)
Contrats à terme (passifs)	14	14	159	159	(b)
Instruments financiers évalués au coût amorti :					
Créances clients et autres créances	177 200	s.o.	136 370	136 370	(a)
Billets à recevoir (courant)	2 745	s.o.	2 651	2 651	(a)
Investissement dans un contrat de location-financement (courant)	3 064	s.o.	2 960	2 960	(a)
Créditeurs et charges à payer	80 019	s.o.	112 512	112 512	(a)
Dette obligataire (courant)	22 589	s.o.	22 269	22 269	(a)
Obligation au titre de contrats de location-financement (courant)	11 885	s.o.	11 476	11 476	(a)
Effets à payer (courant)	8 618	s.o.	8 523	8 523	(a)
Billets à recevoir (non courant)	39 492	46 947	40 877	48 270	(d)
Investissement dans un contrat de location-financement (non courant)	42 861	52 140	44 419	53 507	(d)
Dette obligataire (non courant)	229 249	308 449	236 851	317 488	(e)
Obligation au titre de contrats de location-financement (non courant)	10 526	10 566	16 581	16 780	(e)
Effets à payer (non courant)	90 298	104 385	93 784	107 335	(e)

Il n'y a pas eu de transferts entre les différents niveaux pendant les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2016.

(a) Les justes valeurs avoisinent les valeurs comptables de ces instruments en raison de leurs échéances rapprochées.

(b) La juste valeur est établie d'après un modèle des flux de trésorerie actualisés basé sur les prix observables sur un marché à terme normalisé.

(c) La juste valeur est estimée grâce à un modèle d'évaluation des options dont les principales données d'entrée sont notamment le cours de clôture et la volatilité des actions détenues, les taux officiels des obligations du gouvernement et les rendements des actions observables directement.

(d) La juste valeur des diverses sommes à recevoir a été déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus, actualisée au moyen des taux officiels des obligations du gouvernement, dont les conditions et les caractéristiques sont semblables, et ajustée par un facteur qui reflète la solvabilité des contreparties.

(e) La juste valeur des divers passifs financiers de la Société a été déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus, actualisée au moyen des taux officiels des obligations du gouvernement dont les conditions et les caractéristiques sont semblables, et ajustée par un facteur qui reflète la solvabilité de la Société.

15. PARTIES LIÉES

Dans le cadre de ses activités courantes, la Société conclut des transactions avec des parties liées conformément aux conditions commerciales normales applicables à tous les particuliers et à toutes les entreprises, ainsi qu'aux prix du marché. Elle les comptabilise à la juste valeur. Les transactions suivantes ont été effectuées avec des parties liées :

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre			
	Prestation de services		Utilisation de services	
	2016	2015	2016	2015
Entreprise associée	575	594	-	-
Autres entités liées ⁽¹⁾	28	28	-	137
	603	622	-	137

⁽¹⁾ Les transactions avec les autres entités liées correspondent essentiellement à la prestation de services administratifs au Régime de retraite de la Société.

	Pour les six mois terminés le 30 septembre			
	Prestation de services		Utilisation de services	
	2016	2015	2016	2015
Entreprise associée	1 126	1 173	-	-
Autres entités liées ⁽¹⁾	56	56	-	146
	1 182	1 229	-	146

⁽¹⁾ Les transactions avec les autres entités liées correspondent essentiellement à la prestation de services administratifs au Régime de retraite de la Société.

En outre, les paiements en espèces pour les contributions de la Société aux régimes à prestations définies sont décrits à la note 10C.

A. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES AUTRES QUE DES ENTITÉS LIÉES À UNE AUTORITÉ PUBLIQUE

Les sommes à recevoir des parties liées s'établissaient comme suit à la fin de la période et sont incluses dans le poste « Créances clients et autres créances » dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière :

	Sommes dues par les parties liées	
	30 septembre 2016	31 mars 2016
Entreprise associée	562	579

La Société ne devait aucune somme à des parties liées au 30 septembre 2016 (aucune au 31 mars 2016).

Les sommes à recevoir ne sont pas garanties et seront réglées en espèces. Aucune dépense n'a été comptabilisée dans la période considérée ou dans des périodes antérieures relativement à des créances irrécouvrables ou douteuses de parties liées.

B. AUTRES TRANSACTIONS AVEC UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

La Société n'a effectué aucune transaction significative avec son entreprise associée pendant la période considérée ou la période précédente autre que les dividendes reçus, comme il est indiqué à la note 8.

C. TRANSACTIONS AVEC DES ENTITÉS LIÉES À DES AUTORITÉS PUBLIQUES

CBC/Radio-Canada, une société d'État fédérale, exerce ses activités dans un environnement économique dominé par des entités sous le contrôle direct ou indirect du gouvernement fédéral par l'entremise de ses autorités, organismes, entités affiliées et autres organisations (désignées collectivement par « entités liées à une autorité publique »). Elle fait des transactions avec d'autres entités liées à une autorité publique, notamment aux fins de l'achat et de la vente de biens ainsi que de la prestation et de la réception de services.

La Société a choisi de se prévaloir d'une exemption des obligations d'information prévue par IAS 24, *Information relative aux parties liées*, qui limite les informations à fournir aux transactions entre parties liées conclues avec l'État et d'autres entités liées à des autorités publiques.

16. ENGAGEMENTS

La note 27, *Engagements*, des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 traite en détail des engagements de la Société. Les engagements relatifs à l'achat d'immobilisations corporelles du trimestre considéré sont décrits à la note 6A, *Immobilisations corporelles* des présentes. Aucun autre changement significatif n'est survenu dans les engagements pendant le deuxième trimestre de 2016-2017.

17. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

Le 22 novembre 2016, CBC/Radio-Canada a annoncé qu'elle vendrait l'immeuble et le terrain de la Maison de Radio-Canada à l'entreprise Groupe Mach, et qu'elle avait retenu les services du groupe Broccolini pour ériger la nouvelle Maison de Radio-Canada sur une partie du site. Ces transactions étant assujetties à l'approbation du Conseil du Trésor du Canada dans la prochaine année, la direction n'a pas classé la Maison de Radio-Canada comme un actif détenu en vue de la vente dans les présents états financiers consolidés intermédiaires. La vente et le projet de modernisation de la Maison de Radio-Canada ne devraient pas avoir d'incidence financière notable avant le 31 mars 2017.